

Rapport annuel
2003



ECOBANK
TRANSNATIONAL INCORPORATED



BENIN

ECOBANK



... Groupe bancaire de référence ...

- opérant grâce à un réseau de filiales implantées dans 12 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre,
- possédant plus de 80 agences et bureaux,
- appartenant à plus de 2 500 actionnaires personnes physiques et morales originaires de plus de 15 pays et de 4 continents,
- s'employant activement à fournir des solutions financières à ses clients.



RESEAU ECOBANK

BENIN

Rue du Gouverneur Bayol
01 B.P. 1280 Cotonou - Bénin
Tél : (229) 31 40 23
Fax : (229) 31 33 85
Tlx : 5394 ECOBNK
E-mail : ecobankbj@ecobank.com

BURKINA-FASO

633, Rue Maurice Bishop
01 B.P. 145 Ouagadougou 01
Burkina-Faso
Tél : (226) 50 31 89 75 / 80
Fax : (226) 50 31 89 81 / 82
Tlx : 5540 ECOBANK BF
E-mail : ecobankbf@ecobank.com

CAMEROUN

Boulevard de la Liberté
B.P. 582
Douala - Cameroun
Tél : (237) 343 82 50 / 54 - 343 84 88/89
Fax : (237) 343 84 47
E-mail : ecobankcm@ecobank.com

COTE D'IVOIRE

Avenue Terrasson de Fougères
01 B.P. 4107 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire
Tél : (225) 20 31 92 00 / 20 21 10 41
Fax : (225) 20 21 88 16
Tlx : 23266 ECOBANK CI
E-mail : ecobankci@ecobank.com

GHANA

19, Seventh Avenue Ridge West
P.O.Box 16746 Accra North - Ghana
Tél : (233) 21 68 11 46 / 48
Fax : (233) 21 23 19 34
Tlx : 2718 ECOBNK
E-mail : ecobankgh@ecobank.com

GUINEE

Avenue de la République
B.P. 5687 Conakry - Guinée
Tél : (224) 45 57 77 / 45 57 60
Fax : (224) 45 42 41
Tlx : 539 ECOBNK
E-mail : ecobankgn@ecobank.com

LIBERIA

Ashmun & Randall Street
P.O. Box 4825
1000 Monrovia 10 - Libéria
Tél : (231) 22 72 00 / 22 69 78 / 22-64 28
Fax : (231) 22 70 29
E-mail : ecobanklr@ecobank.com

MALI

Place de la Nation / Quartier du Fleuve
B.P. E.1272 Bamako - Mali
Tél : (223) 2 23 33 00
Fax : (223) 2 23 33 05
Tlx : (0985) 2755
E-mail : ecobankml@ecobank.com

NIGER

Angle Boulevard de la Liberté et
Rue des Bâisseurs
B.P. 13804 Niamey - Niger
Tél : (227) 73 71 81
Fax : (227) 73 72 03 / 04
E-mail : ecobankne@ecobank.com

NIGERIA

2, Ajose Adeogun Street
P.O. Box 72688 - Victoria Island
Lagos - Nigéria
Tél : (234) 1 262 67 10-17 / 262 66 38-44
Fax : (234) 1 261 65 68 / 262 0920
Tlx : 28380, 28530 ECOBNK NG
E-mail : ecobankng@ecobank.com

SENEGAL

8, Avenue Léopold Sédar Senghor
B.P. 9095 Centre de Douanes (CD)
Dakar - Sénégal
Tél : (221) 849 20 00
Fax : (221) 823 47 07
E-mail : ecobanksn@ecobank.com

TOGO

20, Rue du Commerce
B.P. 3302 Lomé - Togo
Tél : (228) 221 72 14
Fax : (228) 221 42 37
Tlx : 5440 ECOBANK
E-mail : ecobanktg@ecobank.com

ECOBANK DEVELOPMENT CORP.

2, Rue du Commerce
B.P. 3261
Lomé - Togo
Tél : (228) 221 03 03 / 221 31 68
Fax : (228) 221 51 19
Tlx : 5170 ECOBANK
E-mail : info@ecobank.com

EIC BOURSE

Immeuble Alliance 4ème Etage
Avenue Terrasson de Fougères
01 B.P. 4107
Abidjan 01 - Côte d'Ivoire
Tél : (225) 20 21 10 44 / 20 31 92 24
Fax : (225) 20 21 10 46
E-mail : eicbourse@ecobank.com

ECOBANK STOCKBROKERS LIMITED

13, Seventh Avenue Extension
North Ridge
P.O.Box 16746 Accra North - Ghana
Tél : (233) 21 7011 856 / 7, 21 223 716
E-mail : esl@ecobank.com

ESL SECURITIES LIMITED

Plot 161, Raufu Taylor Close
Off Idejo Street
Off Adeola Odeku Street
Victoria Island Lagos - Nigéria
Tél : (234) 1 261 2983 / 261 2986
Fax : (234) 1 261 2983
E-mail : ecosec@ecobank.com

eProcess International

20, Rue du Commerce
B.P. 3302 Lomé - Togo
Tél : (228) 221 23 16
Fax : (228) 221 42 37
E-mail : eProcess@ecobank.com



Sommaire

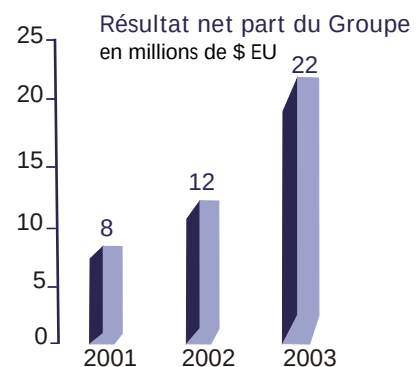
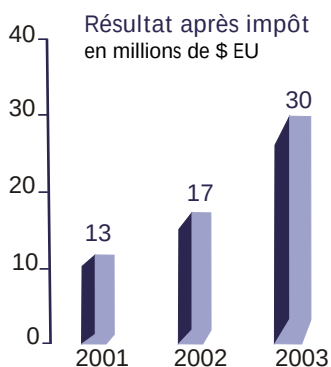
2	Chiffres clés du Groupe
3	Message du Président
5	Examen des activités et revue financière
8	Conseil d'Administration
9	Rapport du Conseil d'Administration
11	Direction du Groupe
12	Rapport des Commissaires aux Comptes
13	Bilan consolidé
14	Compte de résultat consolidé
15	Tableau de variation des capitaux propres
16	Tableau consolidé des flux de trésorerie
17	Principes comptables
21	Gestion des risques financiers
25	Annexes aux états financiers consolidés
42	Etat consolidé de la valeur ajoutée
43	Résumé des états financiers des cinq derniers exercices

Siège social
2, Rue du Commerce
B.P. 3261 Lomé - Togo
Téléphone : (228) 221 03 03
Télécopie : (228) 221 51 19
www.ecobank.com

Chiffres clés du Groupe

En milliers de dollars EU excepté les chiffres par action, les ratios et l'effectif

	2003	2002
EN FIN D'EXERCICE		
Total bilan	1 523 091	1 142 911
Total prêts et avances	785 983	524 763
Total dépôts	1 153 235	861 867
Total fonds propres	105 502	76 991
Valeur nette comptable par action ordinaire (\$)	1,62	1,40
Créances douteuses/total prêts (%)	7,7	7,5
Effectif (nombre d'employés)	1 726	1 670
Nombre d'agences et de bureaux	88	78
POUR L'EXERCICE		
Produit net bancaire	156 690	117 213
Provisions pour créances douteuses	5 672	5 722
Résultat avant impôt	48 462	30 275
Résultat après impôt	30 214	16 567
Résultat net part du Groupe	22 197	11 636
Revenu de base par action (en cents)	39	22
Revenu par action ajusté (en cents)	39	20
Dividende par action (en cents)	10,0	-
Rendement des fonds propres (%)	24,3	16,1
Rendement des actifs (%)	2,3	1,6
AUTRES DONNEES		
Ratio d'adéquation du capital (%) :		
Total des fonds propres	13,7	13,7
Fonds propres de base	12,9	12,7
Nombre moyen d'actions (en milliers) :		
Actions ordinaires	56 583	52 165
Actions préférentielles	3 750	3 750



Message du Président

Créer de la valeur ajoutée pour les actionnaires

Chers actionnaires,

C'est pour moi un grand honneur de m'adresser à vous en ma qualité de nouveau Président du Conseil d'Administration. Je suis également heureux de vous annoncer que Ecobank a réalisé de bons résultats au cours de l'exercice 2003, sa quinzième année d'activité. Le résultat net part du Groupe s'est accru de 91% à un niveau record de 22 millions de dollars EU. J'exprime ici mes chaleureuses félicitations à la Direction ainsi qu'à tout le personnel pour cette performance.

2003 : Une année de bonnes performances malgré les défis

L'année 2003 a été difficile pour les banques et pour tous les opérateurs économiques en général. Elle a été marquée par l'incertitude en raison du conflit en Irak qui a affecté aussi bien la confiance des investisseurs que celle des consommateurs.

La guerre civile en Côte d'Ivoire et au Libéria a eu un impact défavorable sur les activités de nos banques, car il a fallu accorder la priorité à la sécurité des personnes et des biens. Ces événements ont toutefois permis de mettre en évidence la qualité de la franchise de Ecobank, qui offre à ses investisseurs une meilleure protection, en les rendant moins dépendants vis-à-vis d'un pays particulier. Nous avons donc été en mesure de servir nos clients, y compris ceux des pays en guerre, à partir de nos nombreuses agences implantées dans la région.

Au cours de l'année, l'euro s'est progressivement apprécié par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné la crainte d'un changement imminent de la parité du franc CFA par rapport à l'euro, bien que les indicateurs économiques ne laissaient pas prévoir un tel changement. Néanmoins, un dollar faible a permis le renforcement des prix aux producteurs des produits de base tels que le cacao, le café, le coton, l'or et le pétrole brut. Cette situation s'est révélée profitable à de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest dont le produit intérieur brut réel est passé de 2% en 2002 à 3,1% en 2003.

L'environnement régional

La CEDEAO reprend avec vigueur le projet de création d'ici juillet 2005, d'une deuxième zone monétaire incluant la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Nigéria et la Sierra Leone. Cette union monétaire permettra la réduction des charges opérationnelles, par l'élimination des frais et commissions de change générés par les transactions intra régionales et



l'accroissement des échanges commerciaux entre les pays partenaires. Elle pourra également se traduire par une stabilité générale des taux de change de la nouvelle monnaie. Ecobank est particulièrement bien positionnée pour tirer profit de ces développements dans les prochaines années.

« Je suis entièrement confiant que les Conseils d'Administration de ETI et des filiales ainsi que la direction continueront de chercher les voies et moyens afin de maintenir cet élan pour une meilleure valorisation des investissements des actionnaires »

Les résultats

- Le produit net bancaire a augmenté de 34% et s'élève à 157 millions de dollars EU,
- Le résultat avant impôt a atteint un chiffre record de 48 millions de dollars, soit un accroissement de 60% par rapport à 2002,

- Le bénéfice net est de 30 millions de dollars EU, soit une progression de 82%,
- Le revenu par action est passé de 22 cents à 39 cents cette année,
- Le total des fonds propres a augmenté de 37% à 106 millions de dollars EU,

Le total des dépôts a enregistré un accroissement de 34% et s'élève à 1,2 milliards de dollars EU, et le total des actifs avec une augmentation de 33% a atteint 1,5 milliards de dollars EU.

Ces performances sont le résultat d'un travail d'équipe. Je suis entièrement confiant que les Conseils d'Administration de ETI et des filiales ainsi que la direction continueront de chercher les voies et moyens afin de maintenir cet élan pour une meilleure valorisation des investissements des actionnaires.

Le gouvernement d'entreprise

Nous sommes persuadés qu'une bonne gouvernance est fondée sur des valeurs morales et sur la détermination collective des administrateurs, de la direction et du personnel à traduire cette éthique dans leur vie professionnelle. Le respect de la réglementation en constitue un élément fondamental. Bien que les efforts fournis par la Société soient appréciés par les autorités de réglementation, le Conseil d'Administration continue de prendre les dispositions nécessaires à la révision des normes de gouvernance en vue de leur renforcement.

Les nouvelles dispositions adoptées au cours de l'année et qui sont mises en place dans le Groupe sont les suivantes :

- Les conseils d'administration seront majoritairement constitués d'administrateurs non exécutifs.
- Des représentants d'actionnaires seront invités aux réunions du Comité d'Audit et de Respect des Normes du Conseil d'Administration.
- La communication sera renforcée afin d'assurer à tous les partenaires une totale transparence des activités financières, des engagements juridiques et des opérations du Groupe.

Hommage

Je voudrais rendre un vibrant hommage bien mérité à nos administrateurs, en particulier à ceux qui se sont retirés du Conseil au cours de l'année, pour leur inestimable contribution au service de la Société.

Répondant au souhait exprimé par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale de 2003, Monsieur Gervais K. DJONDO a retardé sa décision de se retirer volontairement du Conseil et a continué de servir l'institution jusqu'à la fin de l'année 2003, après sept années passées à la Présidence du Conseil. Il lui a été conféré le titre de Président Honoraire de la Société en reconnaissance de son rôle prépondérant dans la création et le développement de la Société.

Le Vice Président, Chief John AKIN-GEORGE, qui était membre du Conseil d'Administration depuis la création de la Société et deux autres administrateurs, Messieurs Abdoulaye KONE et Samuel JONAH se sont également retirés du Conseil en 2003. Leurs sages conseils et précieuses contributions au cours des délibérations nous manqueront.

C'est avec plaisir que j'accueille les nouveaux membres du Conseil. Il s'agit de Monsieur Christian ADOVELANDE qui a succédé à Monsieur Barthélémy DRABO comme représentant de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (Ex Fonds de la CEDEAO) en début 2003. Monsieur Mandé SIDIBE qui a quitté le Conseil en 2000 suite à sa nomination au Gouvernement

de son pays le Mali, a regagné le Conseil. Un autre administrateur nouvellement admis au sein du Conseil est Monsieur J. Kofi BUCKNOR, un professionnel de la banque d'investissement.

Mon élection en qualité de Président et celle de Monsieur Michel ABROGOUA en qualité de Vice Président ont pris effet à compter du 1^{er} Janvier 2004.

La direction et le personnel

L'amélioration continue des performances de notre Groupe est le résultat direct de la détermination et du dur labeur de nos 1 726 employés.

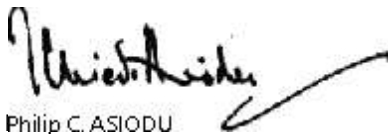
Au nom du Conseil d'Administration, je voudrais à nouveau remercier la direction et le personnel pour leur engagement qui a permis de réaliser les résultats remarquables enregistrés au titre de l'exercice 2003. Je les encourage vivement à ne pas dormir sur leurs lauriers, mais plutôt à s'assurer que cette tendance positive qui a débuté en 2002 se maintienne au cours des prochaines années. Nous décernons une mention spéciale à notre personnel en poste au Libéria et en Côte d'Ivoire pour leur dévouement à la banque malgré le risque réel encouru pour leur sécurité.

Les perspectives

Alors que la crise semble terminée au Libéria, la situation politique en Côte d'Ivoire demeure toujours difficile. Sur le plan international, la fin de la guerre en Irak n'a pas ramené la paix escomptée. Cependant, nous espérons que les signes du retour à la confiance en Amérique du Nord stimuleront l'économie mondiale et engendreront une activité économique accrue dans notre région. Néanmoins, nous ne pouvons sous estimer le besoin de paix et de stabilité politique dans notre sous région, comme condition essentielle à une croissance et à un développement économique soutenu.

La rentabilité dans le secteur des services financiers favorise un intérêt renouvelé pour l'Afrique subsaharienne. Pour Ecobank, de meilleures performances constituent un argument attractif pour les investisseurs, ce qui contribuera ainsi au renforcement de la valeur des actions de la Société. Nous sommes conscients de l'ampleur de la tâche qui nous reste à accomplir avant d'accéder au rang d'institution de classe internationale tel que voulu par les pères fondateurs et les actionnaires de la banque. Nous partageons tous ce rêve et nous devons le réaliser malgré les défis posés par la mondialisation.

Je vous remercie pour votre soutien.



Philip C. ASIODU
Président du Conseil d'Administration

Examen des activités et revue financière

La banque des particuliers

De manière générale ce secteur a connu une croissance significative grâce à l'augmentation des points de services. Pendant l'année, dix agences et bureaux ont été ouverts, portant ainsi leur nombre de 78 à 88.

Nous avons initié en 2002 le projet d'installation des distributeurs automatiques de billets qui a pris corps en 2003. Des projets pilotes sont en cours et avant la fin 2004 ce produit sera entièrement commercialisé dans au moins neuf pays.

La banque par Internet a été lancée dans quatre filiales, et il est prévu qu'à fin 2004, l'accès à l'Internet sera disponible à travers tout le réseau.

En 2003, il a été accordé à notre filiale du Ghana, qui disposait d'un statut de banque d'affaires, un agrément de banque universelle, ce qui lui permet de couvrir d'autres secteurs d'activités et d'accroître le nombre de ses agences.

La banque commerciale

Les activités de banque commerciale du Groupe sont orientées vers des entreprises de taille très variées, parmi lesquelles des entreprises individuelles et des petites et moyennes entreprises (PME).

Ce marché implique des risques spécifiques qui, bien gérés, offrent un bon niveau de rendement. Etant donné son potentiel considérable, le Groupe a initié un effort concerté à travers la sous région afin de renforcer ses capacités internes de gestion de ce segment d'activité. Dans cette optique, des produits spécifiques ont été développés et des programmes de formation du personnel ont été organisés, afin de permettre aux filiales de mieux gérer les besoins et risques inhérents à ce type de marché. Ecobank a également négocié et obtenu auprès de la Banque Africaine de Développement, une ligne de crédit de vingt millions de dollars EU à utiliser par les filiales, pour le financement des projets d'exportation à moyen et long termes.

La banque institutionnelle

Il s'agit de services offerts au secteur public, aux agences multilatérales, aux institutions financières

ainsi qu'au secteur privé organisé dont les grandes entreprises nationales et les multinationales.

Cet aspect de notre activité porte sur la conception de produits spécialement adaptés aux exigences de ce type de clientèle et par conséquent au développement de relations profitables sur le long terme. Malgré une rude concurrence de la part de certaines des plus importantes banques internationales, Ecobank continue de tirer profit de sa présence régionale et de son expérience du terrain, ce qui lui permet d'avoir une part importante de ce marché. La banque institutionnelle demeure le pilier de nos activités.

La technologie et les télécommunications

Une technologie et un système de télécommunications fiables et efficaces avec un bon rendement qualité/prix sont indispensables à toute banque couvrant un large espace géographique. En 2003 nous avons achevé le processus de transfert de toutes nos fonctions de technologie de l'information et de la communication à notre nouvelle filiale, eProcess International S.A., société enregistrée et opérant au Togo. Ce transfert a pour but d'améliorer l'efficacité des services d'appui à nos différentes filiales. Nous espérons qu'à travers des niveaux plus élevés d'harmonisation et de centralisation du traitement des opérations, eProcess sera davantage en mesure d'apporter au Groupe une contribution significative d'une part, à la stratégie actuelle de réduction des coûts et à l'amélioration de la qualité des services fournis à notre clientèle, et d'autre part à la rapidité et au renforcement de la fiabilité du système de reporting.

Le capital humain

La banque est essentiellement basée sur ses ressources humaines. Le succès de Ecobank est principalement rendu possible grâce aux efforts et aux réalisations de son personnel. Il est évident que notre capacité à satisfaire notre clientèle dépend de l'emploi et du maintien d'un personnel compétent, bien formé et motivé. En 2003, nous nous sommes focalisés sur l'amélioration de l'accès à la formation de toutes les catégories d'employés du Groupe.

Nous avons également conclu un accord spécial avec le Centre d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) basé à Dakar, afin de renforcer rapidement les capacités de nos cadres moyens et de recruter d'excellents potentiels. Dans un effort d'amélioration de la motivation du personnel, des audits des ressources humaines ont été conduits dans quatre de nos douze filiales et des actions correctives ont été mises en œuvre avec succès. Ces actions ont entraîné de réels progrès.

Le développement de la marque

Ecobank s'est engagée à développer une marque forte fondée sur un code de déontologie, synonyme de qualité, conviviale et porteuse de valeurs.

En dehors des actions entreprises en matière de service à la clientèle et de renforcement des capacités du personnel, des produits types et des agences présentant la même architecture, répondant aux normes de Ecobank sont en cours de réalisation dans tout le Groupe.

Notre objectif reste de faire de Ecobank, une institution qui fournit un service de qualité internationale.

L'inflation et le mouvement de devises

Les actifs de Ecobank sont avant tout de nature financière. L'impact de l'inflation et des mouvements de devises sur le Groupe est différent de celui que subissent les sociétés ou groupe de sociétés dont une grande proportion des actifs consiste en immobilisations corporelles. Pendant les périodes d'inflation et (ou) de dévaluation monétaire, les actifs monétaires ont tendance à perdre de leur valeur en terme de pouvoir d'achat alors que les actifs immobilisés n'en sont pas affectés.

Les gains et (ou) pertes monétaires sont pris en compte dans les états financiers de la société sur la base des normes comptables internationales (IAS).

Les résultats de 2003

Le bénéfice avant impôt du Groupe a connu une hausse de 60 % passant ainsi de 30 millions de dollars EU en 2002 à 48 millions de dollars EU en 2003. La marge sur intérêts, les honoraires, les commissions et les produits nets d'opérations de change se sont accrus. Les charges ont également augmenté, mais dans une moindre proportion par

rapport aux produits d'où la nette amélioration du résultat.

La qualité du portefeuille

La moyenne des prêts et avances a augmenté de 41% passant de 466 à 655 millions de dollars EU de 2002 à 2003. Au 31 décembre 2003, les créances douteuses s'élevaient à 64 millions de dollars, soit 7,7% du total du portefeuille de prêt, comparativement à l'exercice précédent où elles s'élevaient à 42 millions de dollars EU soit 7,5 % du total du portefeuille de prêt. La provision nette pour créances douteuses du Groupe représente 0,9 % de l'encours moyen du portefeuille de prêts et avances et est en amélioration par rapport au taux de 1,2% de 2002.

La liquidité et le financement

Les comptes de dépôts représentent 83% du total passif au 31 décembre 2003, ce qui est identique au pourcentage de 2002. Le Groupe Ecobank avait un besoin de financement d'un mois représentant 21% du total de ses actifs (9% en 2002). La moyenne des dépôts a augmenté de 33% passant de 758 millions de dollars EU à 1 008 millions de dollars EU.

La marge sur intérêts

A 81 millions de dollars EU, la marge sur intérêts a enregistré une hausse de 34% par rapport à 2002, soit 20 millions de dollars EU. Cette croissance résulte de l'augmentation des volumes et de l'amélioration de la qualité de l'actif et du passif, malgré une réduction globale des taux d'intérêts, particulièrement au Ghana et au Nigéria.

La moyenne des actifs générateurs des revenus du Groupe a augmenté de 32% pour s'établir à 1 066 millions de dollars EU. Le taux moyen de rendement des actifs productifs (marge sur intérêt sur moyenne des actifs générateurs des revenus) est passé de 7,5 à 7,6%.

Les autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 76 millions de dollars EU et représentent une hausse de 34% par rapport à 2002. Cette hausse résulte de la décision du Groupe de développer les activités génératrices de commissions et d'honoraires. Les honoraires et les commissions nets ont en effet augmenté de 40% atteignant le montant de 51 millions de dollars EU comparés aux 37 millions EU de 2002. Ils représentent 33%

du total des produits d'exploitation contre 31% en 2002.

Les produits de change qui s'élèvent à 24 millions de dollars EU ont connu une hausse de 42% due à l'accroissement des opérations. Les autres produits qui reflètent les opportunités de services en conseil ont baissé de 3 millions à 0,3 millions de dollars EU au 31 décembre 2003.

Les autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation sont de 103 millions de dollars, comparées aux 81 millions de 2002. La multiplication du nombre de nos implantations et l'application de notre stratégie d'amélioration du service clientèle explique en partie cette hausse. L'appréciation de 20% du franc CFA, monnaie dans laquelle s'effectue l'essentiel de nos dépenses de personnel, par rapport au dollar américain, monnaie d'élaboration états financiers du Groupe, explique une partie des 23% de hausse de ces frais. L'amortissement de la survalueur s'élevait à 43% en raison également des fluctuations des taux de change.

Les pertes et provisions pour créances douteuses

Les pertes et provisions nettes pour créances douteuses s'élèvent comme en 2002 à 6 millions de dollars EU. Ce niveau a été maintenu grâce à des efforts accrus de recouvrement. Le Groupe a constitué une provision brute pour créances douteuses de 14 millions de dollars EU en 2003, soit une hausse de 22 % par rapport à 2002. Cette situation s'explique par le coût des risques imprévus en Côte d'Ivoire, au Nigéria, au Burkina, au Mali et par une nouvelle réglementation en matière de

taux de provisionnement des créances en souffrance édictée par la Banque du Ghana.

Le Groupe a recouvré des créances antérieurement provisionnées ou passées en perte à concurrence de 8 millions de dollars EU. Ce montant excède de 43% les créances recouvrées au cours de l'exercice 2002. Les recouvrements les plus importants ont été enregistrés en Côte d'Ivoire (2 millions de dollars EU), au Nigéria (2 millions de dollars EU), au Bénin (1 million de dollars EU) et au Burkina (1 million de dollars EU). Les recouvrements des créances détenues sur les particuliers et les petites et moyennes entreprises représentent 81% du total des recouvrements.

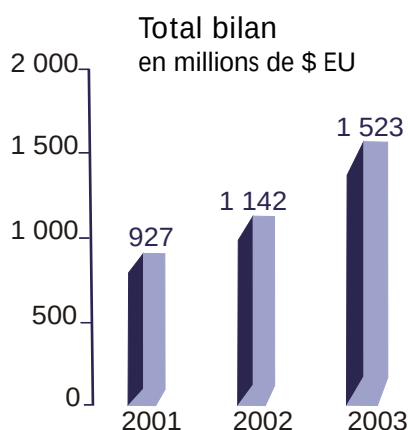
Le résultat

Le résultat net part du Groupe s'élève à 22 millions de dollars EU, en hausse de 91 % par rapport aux 12 millions enregistrés en 2002. Le taux de rendement des fonds propres s'élève à 24,3% comparativement aux 16,1% de 2002. Le taux de rendement des actifs s'élève à 2,3 %, contre un taux de 1,6 % en 2002.

Le revenu de base par action de 39 cents enregistre une hausse de 81% par rapport aux 21,6 cents de 2002. Le revenu dilué par action s'établit à 37,6 cents, et est en hausse de 74% par rapport aux 21,7 cents de 2002.

L'adéquation du capital

Les fonds propres sont passés de 77 millions de dollars E.U. à 106 millions de dollars après les effets des écarts de conversion. Le ratio d'adéquation des fonds propres de base est de 12,9%. Le ratio d'adéquation du total des fonds propres est de 13,7%.



Conseil d'Administration



John AKIN-GEORGE
Vice Président sortant



Gervais K. DJONDO
Président sortant



Philip C. ASIODU
Président à partir du 1er janvier 2004



Michel ABROGOUA
Vice Président à partir du 1er janvier 2004



M. Olufemi ADEFOPE
Directeur Financier du Groupe



Christian ADOVELANDE
(Nommé le 10 janvier 2003)



Jean N. AKA
Directeur Général du Groupe



J. Kofi BUCKNOR
(Elu le 21 juillet 2003)



Cheick Modibo DIARRA



Rizwan HAIDER
Directeur d'Exploitation du Groupe



Samuel JONAH
(S'est retiré le 3 octobre 2003)



Abdoulaye KONE
(S'est retiré le 21 juillet 2003)



Kolapo LAWSON



Oba A. OTUDEKO



Mande SIDIBE
(Elu le 21 juillet 2003)



Fogan SOSSAH

Rapport du Conseil d'Administration

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2003

L'activité principale

Ecobank Transnational Incorporated est une société de holding bancaire. Sa principale activité est la prestation de services bancaires et financiers par le biais de ses filiales. Elle jouit d'un statut spécial en matière fiscale, juridique et de contrôle des changes grâce à un accord de siège avec le Gouvernement du Togo.

L'examen des activités du Groupe au cours de l'exercice 2003 et ses perspectives d'avenir sont présentés sous le titre "Examen des activités et revue financière" (pages 5 à 7).

Les résultats

Le résultat après impôt du Groupe est de 30,2 millions de dollars EU. Le résultat net part du Groupe est de 22,2 millions de dollars EU. Le détail des résultats de l'exercice est présenté dans le compte de résultat consolidé (page 14).

Les administrateurs ont approuvé, lors de la réunion du Conseil d'Administration du 2 avril 2004, les comptes annuels de la Société et du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2003. Messieurs Philip C. ASIODU et Jean N. AKA ont été autorisés à signer les comptes au nom du Conseil d'Administration.

Les dividendes

Des dividendes intérimaires de 5 cents par action ordinaire ont été payés le 21 juin 2003. Les administrateurs ont recommandé le paiement de dividendes finaux de 5 cents par action ordinaire existante au 31 décembre 2003. Le montant total des dividendes payés pour l'année s'élève ainsi à 10 cents.

Les administrateurs ont également proposé de capitaliser une partie des bénéfices de la Société par l'octroi d'actions gratuites aux actionnaires à raison d'une action ordinaire nouvelle pour chaque dix actions ordinaires existantes au 31 décembre 2003.

Le Conseil d'Administration et le Secrétaire Général

Les noms des administrateurs, l'adresse officielle de la Société et le nom du Secrétaire Général sont indiqués aux pages 8 et 10 du présent rapport.

Lors de l'Assemblée Générale tenue à Cotonou (Bénin) le 21 juillet 2003, Messieurs J. Kofi BUCKNOR, Mandé SIDIBE et M. Olufemi ADEFOPE ont été élus administrateurs pour une durée de trois (3) ans.

Monsieur Barthélémy DRABO représentant la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (Ex. Fonds de la CEDEAO) a quitté le Conseil d'Administration le 1^{er} janvier 2003. Il a été remplacé par Monsieur Christian ADOVELANDE. Messieurs John AKIN-GEORGE et Abdoulaye KONE se sont retirés du Conseil le 21 juillet 2003. Monsieur Samuel JONAH s'est également retiré du Conseil le 03 octobre 2003.

Les administrateurs se sont réunis dix fois au cours de l'année. Les comités du Conseil d'Administration, à savoir le Comité Exécutif, le Comité d'Audit et de Respect des Normes, le Comité des Ressources Humaines, le Comité de Politique de Gestion des Risques ainsi que des comités ad hoc se sont régulièrement réunis au cours de l'année pour traiter de divers aspects relevant de leurs attributions et ont fait des recommandations à l'appréciation du Conseil d'Administration.

La participation des administrateurs au capital de la Société

La part du capital de la Société détenue par les administrateurs au 31 décembre 2003 est indiquée à la page 35.

Gouvernement d'entreprise et respect des normes

La Société fonctionne selon des politiques et des normes de gestion destinées à encourager une gouvernance harmonieuse et transparente, éviter

les conflits d'intérêt et promouvoir des pratiques commerciales basées sur une éthique rigoureuse.

Les filiales

Les activités de Ecobank se sont développées dans les pays où elle est présente, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Togo.

Ecobank Development Corporation (EDC), filiale spécialisée dans les activités de banque d'affaires et de marchés de capitaux et les filiales de gestion d'opérations boursières et d'intermédiation ont également connu un accroissement de leurs activités au cours de l'année.

Ecobank Transnational Incorporated détient une part majoritaire dans le capital de toutes les filiales. Il existe entre la société et ses filiales des accords de prestation de services par lesquels elle leur procure une assistance dans les domaines de la gestion opérationnelle et technique, de la formation, du développement des affaires et de conseil.

Evènements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement pouvant affecter de manière significative l'état des affaires de la Société au 31 décembre 2003 et ses résultats à la même période et qui n'a pas été provisionné de manière adéquate ou déclaré n'a été relevé.

Responsabilités du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a pour responsabilité la préparation des états financiers qui doivent donner une image fidèle des affaires et des

résultats de la société à la fin de l'exercice social. Le Conseil d'Administration doit s'assurer que :

- i. des procédures de contrôle interne adéquates sont définies en vue de préserver les actifs, de prévenir ou de détecter les fraudes et autres irrégularités ;
- ii. les livres comptables sont correctement tenus ;
- iii. les procédures comptables mises en place sont respectées ;
- iv. des principes comptables appropriés sont appliqués de façon systématique ;
- v. les états financiers sont élaborés dans la perspective d'une continuité des activités de la société à moins que les circonstances laissent présumer le contraire.

Les Commissaires aux Comptes

Les Commissaires aux comptes associés, PricewaterhouseCoopers Lagos, Nigéria et PricewaterhouseCoopers Abidjan, Côte d'Ivoire ont exprimé leur volonté de continuer à travailler avec la Société. Une résolution sera proposée en vue d'autoriser le Conseil d'Administration à déterminer leur rémunération.

Pour le Conseil d'Administration et p.o.,



Benoît ZANNOU
Secrétaire Général
02 avril 2004

Direction du Groupe

Au 31 décembre 2003

Conseil de Gestion du Groupe

Jean N. AKA
Directeur Général du Groupe

Olayemi A. AKAPO
DG, Ecobank Guinée

Funke OSIBODU
DG, Ecobank Nigéria

Rizwan HAIDER
Directeur d'Exploitation du Groupe

Oladisun HOLLOWAY
DG, Ecobank Development Corp.

Fogan SOSSAH
DG, Ecobank Côte d'Ivoire

M. Olufemi ADEFOPE
Directeur Financier du Groupe

Antoine K. NZONGOLA
Directeur des Risques du Groupe

Benoît ZANNOU
Secrétaire Général du Groupe,
Chargé du Respect des Normes

Comité Consultatif du Groupe

Jean N. AKA
Directeur Général du Groupe

Yaya DIONG
DG, Ecobank Libéria

Richard KYEREBOAH
Ressources Humaines du Groupe

Rizwan HAIDER
Directeur d'Exploitation du Groupe

Laurence do REGO
Contrôleur Financier du Groupe

Antoine K. NZONGOLA
Directeur des Risques du Groupe

M. Olufemi ADEFOPE
Directeur Financier du Groupe

Assiongbon EKUE
DG, Ecobank Burkina

Funke OSIBODU
DG, Ecobank Nigéria

Joseph K. AGBEMEHIN
Formation du Groupe

Albert ESSIEN
DG, Ecobank Ghana

Fogan SOSSAH
DG, Ecobank Côte d'Ivoire

Olayemi A. AKAPO
DG, Ecobank Guinée

Oladisun HOLLOWAY
DG, Ecobank Development Corp.

Evelyne TALL
DG, Ecobank Sénégal

Karen AKIWUMI-TANOH
Stratégie et Développement
du Groupe

Christophe JOCKTANE-LAWSON
DG, Ecobank Bénin

Louis VIEILLEDENT
DG, Ecobank Cameroun

Félix BIKPO
DG, Ecobank Niger

Abou KABASSI
DG, Ecobank Mali

Sylvain YANGNI-ANGATE
DG, Ecobank Togo

Yves Coffi QUAM-DESSOU
Trésorier du Groupe

Robert KWAMI
Auditeur Interne du Groupe

Benoît ZANNOU
Secrétaire Général du Groupe,
Chargé du Respect des Normes

Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers, Nigéria
PricewaterhouseCoopers, Côte d'Ivoire

Rapport des Commissaires aux Comptes

Nous avons procédé au contrôle du bilan consolidé de Ecobank Transnational Incorporated pour l'exercice clos au 31 décembre 2003, du compte de résultat consolidé ainsi que du tableau consolidé des flux de trésorerie présentés aux pages 13 à 43 et préparés conformément aux principes comptables décrits en pages 17 à 20 du présent rapport.

Responsabilités respectives du Conseil d'Administration et des auditeurs

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation des états financiers. Notre mission consiste à exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers qui ont été arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la Société.

Fondement de notre opinion

Nos diligences ont été effectuées en accord avec les normes de révision comptable généralement admises au plan international, qui prévoient que notre audit soit planifié et effectué de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'inexactitudes

significatives. Un audit comprend l'examen par sondages de la justification des informations et des montants contenus dans les états financiers. Un audit comprend également l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par la direction de la Société, ainsi que l'évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous avons établi un programme de travail et avons effectué notre contrôle de façon à obtenir toutes les informations et explications que nous avons jugées nécessaires pour la conduite de notre audit. Nous estimons que ces vérifications étayent de façon raisonnable notre opinion.

Opinion sur les états financiers

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de Ecobank Transnational Incorporated au 31 décembre 2003 ainsi que le résultat de ses opérations et flux de trésorerie de l'exercice écoulé conformément aux normes comptables internationales, appliquées de façon constante.

PricewaterhouseCoopers
Experts Comptables
Lagos, Nigeria
02 avril 2004

PricewaterhouseCoopers
Experts Comptables
Abidjan, Côte d'Ivoire
02 avril 2004

Bilan consolidé

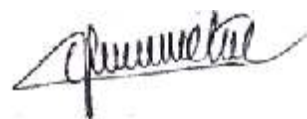
Au 31 décembre 2003

Actif	Note	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Valeurs disponibles et réalisables	2	384 563	361 064
Bons du Trésor et autres effets publics	3	184 483	131 192
Titres de placement et participation	4	53 035	31 208
Prêts et avances	5	785 983	524 763
Autres actifs	6	65 315	51 819
Survaleurs	7	-	2 138
Immobilisations en crédit-bail	8	3 900	653
Immobilisations corporelles	9	45 812	40 074
Total actif		1 523 091	1 142 911
Passif			
Banques et correspondants bancaires	10	89 719	47 028
Comptes de dépôts et autres comptes clientèle	11	1 153 235	861 867
Impôts et taxes	12	17 608	10 733
Autres passifs	13	111 392	112 413
Autres emprunts	14	15 284	10 565
Total passif		1 387 238	1 042 606
Part des minoritaires	15	30 351	23 314
Fonds propres			
Capital social	16	66 511	55 920
Réserves	17	38 991	21 071
Total fonds propres		105 502	76 991
Total passif et fonds propres		1 523 091	1 142 911
Acceptations et garanties		275 558	312 383

Les états financiers figurant aux pages 13 à 43 ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 02 avril 2004 et signés par délégation par :



Philip C. ASIODU
Président du Conseil d'Administration



Jean N. AKA
Directeur Général du Groupe

Compte de résultat consolidé

Exercice clos le 31 décembre 2003

	Note	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Produits d'intérêts et assimilés	18	112 622	92 807
Charges d'intérêts et assimilés	19	<u>-31 999</u>	<u>-32 452</u>
Marge nette d'intérêts		80 623	60 355
Honoraires, commissions et produits net d'opérations de change perçus	20	75 752	53 856
Produits divers	21	<u>315</u>	<u>3 002</u>
Produit net bancaire		156 690	117 213
Provisions pour créances douteuses		-5 672	-5 722
Charges d'exploitation			
Charges de personnel	22	-38 216	-31 025
Amortissements de survaleurs		-3 064	-2 139
Dotations aux amortissements	23	-8 953	-10 677
Autres charges d'exploitation	24	<u>-52 323</u>	<u>-37 375</u>
Bénéfice avant impôt		48 462	30 275
Charges d'impôt	12	<u>-18 248</u>	<u>-13 708</u>
Bénéfice après impôt		30 214	16 567
Part des minoritaires	15	<u>-8 017</u>	<u>-4 931</u>
Résultat net, part du Groupe	17	<u><u>22 197</u></u>	<u><u>11 636</u></u>
Revenu par action (\$EU)			
- base	26	0.39	0.22
- dilué	26	0.38	0.22

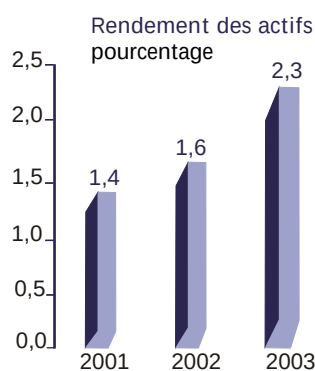
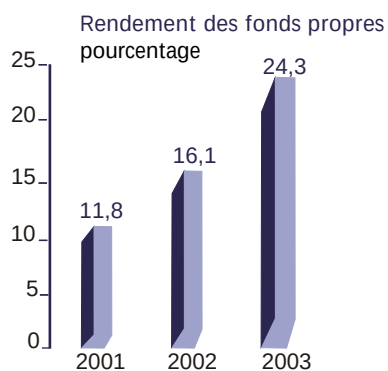


Tableau de variation des capitaux propres

Exercice clos le 31 décembre 2003

	Capital \$ EU '000	Prime d'émission \$ EU '000	Réserves \$ EU '000	Total capitaux propres \$ EU '000
Solde au 1er janvier 2002	55 890	16 909	-5 308	67 491
Ecart de conversion	-	-	647	647
Bénéfice net de l'exercice	-	-	11 636	11 636
Dividende final pour 2001	-	-	-2 507	-2 507
Dividende préférentiel 2002	-	-	-356	-356
Emission d'actions ordinaires	30	50	-	80
Solde au 31 décembre 2002	55 920	16 959	4 112	76 991
Solde au 1er janvier 2003	55 920	16 959	4 112	76 991
Ecart de conversion	-	-	8 869	8 869
Bénéfice net de l'exercice	-	-	22 197	22 197
Dividendes intérimaires pour 2003	-	-	-2 609	-2 609
Dividende préférentiel 2003	-	-	-356	-356
Emission d'actions ordinaires	10 591	-10 181	-	410
Solde au 31 décembre 2003	66 511	6 778	32 213	105 502

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2003

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Intérêts et commissions perçus	112 622	92 807
Intérêts payés	-31 999	-32 452
Honoraires et commissions perçus	75 752	53 856
Autres revenus perçus	259	2 952
Paiements en espèces aux employés et fournisseurs	-96 211	-73 849
Impôt sur le bénéfice payé	-12 112	-9 669
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles hors effet des variations de l'actif et du passif d'exploitation	48 311	33 645
Variations de l'actif et du passif d'exploitation :		
Variation nette des bons du Trésor/autres effets publics	-53 291	-13 902
Variation nette des titres de placement et de participation	-21 827	-23 201
Variation nette des prêts et avances	-261 220	-117 177
Variation nette des autres actifs	-13 496	67
Variation nette des dépôts	291 368	206 797
Variation nette des autres passifs	-1 021	10 942
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	-11 176	97 171
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations prises en bail	-3 944	-674
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-14 675	-12 925
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-926	-
Produits de cession d'immobilisations	1 179	556
Flux de trésorerie net utilisé dans les activités d'investissement	-18 366	-13 043
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Produits de l'émission d'actions	410	80
Dividendes versés	-2 965	-2 760
Emprunts / (Remboursements) d'autres emprunts	4 720	3 045
Flux de trésorerie net utilisé dans les activités de financement	2 165	365
Incidences des variations de taux de change sur les valeurs Disponibles et équivalents	8 185	-1 561
Variation nette des valeurs disponibles et équivalents	-19 192	82 932
Valeurs disponibles et équivalents au 1er janvier	314 036	231 104
Valeurs disponibles et équivalents au 31 décembre (Note 2)	294 844	314 036

Principes comptables

Les principaux principes comptables adoptés dans l'élaboration des présents états financiers consolidés sont indiqués ci-après :

A - Base de présentation

Les états financiers ci-joints sont les états financiers consolidés de Ecobank Transnational Incorporated, société immatriculée au Togo le 07 octobre 1985 et de ses filiales (ci-après désignées 'le Groupe'). Ces états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes Comptables Internationales, sur la base du coût historique complété par la réévaluation de certains actifs et passifs à leur juste valeur. Ils sont conformes aux principes comptables admis et aux dispositions réglementaires.

Les opérations du Groupe et les documents comptables de la société mère sont présentés et tenus en dollars EU en conformité avec les statuts de la Société. La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement admis, nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur la valeur des actifs et passifs, ainsi que la présentation des engagements hors bilan actif et passif à la date de clôture de l'exercice, ainsi que les produits et les charges de l'exercice écoulé. Bien que ces estimations résultent de la meilleure évaluation par la Direction des événements actuels, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

B - Filiales

Les filiales qui sont des sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, détient des intérêts estimés à plus de la moitié des droits de vote, ou possède autrement le pouvoir d'exercer un contrôle sur leur exploitation, ont été consolidées. Ces filiales sont consolidées à compter de la date où le contrôle effectif est transféré au Groupe, et cessent de l'être lorsque le contrôle n'est plus exercé. Toutes les transactions intergroupes, soldes, surplus non réalisés et déficits sur les transactions entre les filiales du Groupe ont été éliminés. Lorsque cela s'est avéré nécessaire, les

principes comptables des filiales ont été modifiés pour assurer une concordance avec les principes adoptés par le Groupe. Une note d'information distincte est établie pour les intérêts minoritaires.

Une liste des principales filiales du Groupe figure à la note 35.

C - Devises

Les états financiers de chaque entité du Groupe sont préparés dans la monnaie qui reflète la substance des opérations effectuées par ladite entité. Les comptes de résultat et les flux de trésorerie des filiales sont convertis dans la monnaie de référence du Groupe au cours moyen de change de l'exercice et les bilans desdites filiales sont convertis au taux de change de fin d'exercice en vigueur au 31 décembre. Les variations de change constatées dans la reconversion des investissements nets dans les filiales sont inscrites en "écarts de conversions" et inclus dans les fonds propres. Lors de la cession d'une filiale, ces variations de change sont constatées dans le compte de résultat comme produits (profit/perte) sur cession.

Les transactions en devises des filiales du Groupe sont comptabilisées en appliquant à la devise concernée le taux de change en vigueur à la date de la transaction : les gains et pertes résultant de telles transactions et ceux résultant de la conversion de l'actif et du passif monétaires libellés en devises, sont comptabilisés dans le compte de résultat. Ceux-ci comprennent les différences de change provenant de la reconversion des investissements nets d'ouverture effectués en devises et le coût lié à la couverture et la différence de change provenant de la reconversion du résultat de l'année du cours moyen au cours de change prévalant à la fin de l'année. Ces soldes sont convertis au taux de change de fin d'exercice ou s'il y a lieu, au taux stipulé par le contrat à terme y afférent.

Toutes les variations de change sur les valeurs obligataires et autres éléments de l'actif financier monétaire à leur juste valeur de marché sont incluses dans les gains et pertes de change, alors que les variations de conversion sur les éléments non monétaires tels que les titres cessibles détenus

sont inscrites comme gain ou perte sur valeur du marché. Ainsi, les variations de conversion sur les titres cessibles disponibles sont inscrites en écart de réévaluation et comptabilisées dans les capitaux propres.

D - Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments actifs et passifs porteurs d'intérêts, sur la base des intérêts courus. Les produits d'intérêts comprennent les intérêts perçus sur les obligations et autres titres à revenu fixe. Ils comprennent également les produits d'escompte. Lorsque le recouvrement des avances et prêts devient douteux, ces avances et prêts sont ramenés à leur valeur recouvrable et le calcul des produits d'intérêts est suspendu. Le produit est alors comptabilisé au moment de l'encaissement.

E - Honoraires et commissions

Les honoraires, commissions et autres produits sont généralement comptabilisés sur la base d'engagement dès lors que le service est rendu. Les honoraires et commissions résultant d'une négociation, ou de la participation à la négociation d'une transaction pour le compte d'un tiers sont comptabilisés en produits à l'aboutissement de la transaction concernée. Les frais de mise en place des prêts ayant une probabilité d'aboutir sont activés et comptabilisés en déduction des produits d'intérêts des prêts. Les honoraires de conseil et autres honoraires sont comptabilisés sur la base des contrats y afférents.

F - Autres charges

Les autres charges sont comptabilisées lorsque les produits ou services afférents ont été reçus.

G - Titres de placement

En conformité avec les dispositions de l'IAS 39 les titres de placement sont classés en deux catégories: titres à terme et titres cessibles disponibles. Les titres de placement à échéance fixe que la Direction Générale a l'intention et l'autorité de détenir jusqu'à terme sont classés comme titres à terme. Les titres de placement pouvant être vendus pour répondre à des besoins de liquidité ou à des variations de taux d'intérêts, de taux de change ou de la valeur des titres sont classés comme titres cessibles disponibles. La Direction Générale détermine la

classification appropriée de ses investissements au moment de l'acquisition.

Les titres de placement sont initialement comptabilisés au prix coûtant (qui inclut les coûts des transactions). Les titres cessibles disponibles sont par la suite réévalués à leur valeur du marché en fonction des prix d'achat cotés ou dérivés des modèles actuariels. La valeur de marché des titres de participation non cotés est estimée sur la base des ratios prix/bénéfice ou prix/flux de trésorerie applicables et adaptés pour refléter les circonstances spécifiques de l'émetteur. Les gains et pertes non réalisés résultant des changements intervenus dans la valeur de marché des titres classés, cessibles, disponibles, sont comptabilisés dans les capitaux propres. Lorsque les titres sont vendus ou qu'ils enregistrent une perte de valeur, les ajustement accumulés de la valeur de marché qui en résultent sont inclus dans le compte de résultat sous forme de gains et pertes sur les titres de placement.

Avant l'adoption de l'IAS 39, tous les titres de placement étaient comptabilisés à leur prix de revient déduction faite de toute provision éventuelle pour dépréciation.

La valeur d'un actif financier est réduite si sa valeur d'acquisition est supérieure à sa valeur de réalisation probable. A titre de comparaison, la valeur estimée de réalisation d'un instrument évalué à la valeur du marché est la valeur actuelle des flux de trésorerie actualisés au taux de rendement du marché en vigueur pour un actif semblable.

Les intérêts courus pendant la détention des titres de placement sont comptabilisés en revenus d'intérêts. Les dividendes à recevoir sont spécifiquement inclus dans les revenus lorsqu'ils sont déclarés.

H - Prêts et provisions sur créances douteuses

Les prêts et avances sont comptabilisés lorsque les fonds sont mis à la disposition de l'emprunteur. Ils sont initialement évalués et comptabilisés à leur coût, qui représente la juste valeur de la contrepartie donnée. Une provision pour risque de recouvrement est comptabilisée lorsque des informations objectives permettent à la direction d'anticiper le non recouvrement des sommes dues conformément au contrat initial de mise en place des prêts. Le montant de ces provisions correspond

à la différence entre la valeur du prêt figurant au bilan et les montants recouvrables y compris la valeur recouvrable des garanties.

Ces provisions reflètent l'environnement économique, les réglementations bancaires qui régissent les marchés où les filiales opèrent, et la politique de crédit en vigueur à Ecobank.

Lorsque le montant de la perte estimée se réduit subséquemment, la reprise de provision est comptabilisée en réduction des provisions pour créances douteuses.

I - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif à leur coût historique, ou à leur valeur réévaluée pour les actifs ayant fait l'objet de réévaluation, diminué des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation le cas échéant.

Les terrains et les constructions font l'objet de réévaluations périodiques. La fréquence des réévaluations dépend de la variation de la juste valeur des immobilisations réévaluées. La réserve de réévaluation incluse dans les capitaux propres est directement transférée dans les profits disponibles lorsque le gain est réalisé, c'est-à-dire à la cession de l'immobilisation.

La dernière réévaluation des actifs significatifs a été effectuée au 31 décembre 2000. Cette réévaluation a été effectuée sur la base d'une évaluation réalisée par un expert immobilier. La base d'évaluation était celle de la valeur du marché.

Les immobilisations en cours sont comptabilisées à l'actif à leur coût d'achat diminué des provisions pour dépréciations éventuelles. A la mise en service ces immobilisations sont transférées en immobilisations définitives dans la catégorie des terrains et constructions, mobilier et matériel ou installation selon leur nature à leur valeur d'acquisition. Les immobilisations en cours ne font pas l'objet d'amortissement jusqu'à leur mise en service.

Les dépenses d'entretien et réparation sont comptabilisées en charge.

Les constructions détenues en propriété et en bail sont amorties respectivement en fonction de la durée de vie utile estimée de l'immeuble ou selon le terme non expiré du bail. Les installations, mobiliers de bureaux, équipements et véhicules à

moteur sont amortis sur une base linéaire de 2 à 5 ans en fonction de la durée de vie utile estimée. Les charges de réparation et de rénovation sont constatées dans le compte de résultat dès leur engagement.

Lorsque la valeur au bilan d'un actif est supérieure à sa valeur probable de réalisation, sa valeur est immédiatement réduite et alignée à cette valeur de réalisation et la différence comptabilisée en charge. La valeur probable de réalisation d'un actif est la plus grande de sa valeur nette de réalisation ou sa valeur d'usage. Les gains et pertes découlant de la cession de biens et d'équipements sont déterminés par référence à leur valeur d'acquisition et sont pris en compte dans la détermination des bénéfices d'exploitation. Les charges de réparation et de rénovation sont constatées dans le compte de résultat dès leur engagement.

J - Contrats de bail

A ce jour, les contrats de bail conclus par le Groupe sont des contrats d'exploitation en leasing. Le total des paiements effectués/perçus au titre des contrats d'exploitation en leasing est porté dans le compte de résultat sur une base linéaire en fonction de la durée du bail.

Lorsqu'un contrat d'exploitation en leasing est résilié avant l'expiration de la durée du bail, les paiements devant être versés au bailleur/ locataire ou perçus auprès du bailleur/locataire à titre de pénalité sont comptabilisés comme dépenses/ revenus pendant la période où la résiliation a lieu.

K - Valeurs disponibles et réalisables

Aux fins de l'Etat de la marge brute d'autofinancement, les valeurs disponibles et réalisables comprennent les soldes ayant au moins 90 jours de maturité à compter de la date d'acquisition y compris les liquidités et soldes auprès des banques centrales, les bons du trésor et autres effets ainsi que les sommes dues par les/aux correspondants bancaires.

L - Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a un engagement juridique ou impératif actuel à la suite d'événement passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sous forme d'avantage économique soit requise pour honorer l'engagement, et qu'une estimation fiable du montant de l'engagement est faite.

Les droits des employés au congé annuel et au congé pour service de longue durée sont comptabilisés lorsque les employés les font valoir. Une provision est constituée pour la charge estimative à payer pour les congés annuels et congés pour état de service de longue durée par suite de service rendus par les employés jusqu'à la date d'établissement du bilan.

M - Impôts et taxes différés

Les provisions pour impôts et taxes différés sont constituées en raison des décalages temporaires d'exercice entre l'intégration de la charge dans le calcul du résultat comptable d'une part et du résultat fiscal d'autre part. La provision est calculée au taux d'impôt en vigueur à la date d'élaboration du bilan. Les principales différences temporaires proviennent de l'amortissement des immobilisations et des équipements d'exploitation en leasing.

L'impôt différé lié à la réévaluation à la valeur de marché des titres cessibles disponibles est porté au débit ou au crédit des capitaux propres, à l'image de ladite réévaluation. Il est par la suite comptabilisé dans le compte de résultat conjointement avec les gains ou pertes différés.

N - Survaleurs

Les survaleurs représentent l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale par rapport à la juste valeur de la part du Groupe dans l'actif net de la filiale acquise à date d'acquisition. Les survaleurs relatives à l'acquisition des filiales sont comptabilisées au bilan en immobilisations incorporelles et amortis de façon linéaire sur une période de cinq ans.

La valeur à l'actif des survaleurs est révisée lorsque les circonstances ou les événements indiquent qu'il peut y avoir une incertitude sur leur valeur d'inscription au bilan. Les survaleurs sont alors réduites pour perte de valeur lorsque la valeur actuelle nette des flux de trésorerie est insuffisante pour couvrir leur valeur historique.

O - Pensions et retraites

Le régime de retraite en vigueur dans chacune des filiales du Groupe est fonction de la législation nationale de chaque pays d'opération. L'essentiel des plans de retraite sont des régimes à prestations définies gérés par les organismes de retraite publics. Dans les cas de régime à contribution

définie, les actifs sont généralement détenus et gérés par un administrateur de fonds indépendant. Le plan de retraite est financé par la contribution des employés et celle des filiales du Groupe concernées, sur la base de pourcentages spécifiques.

La contribution du Groupe au plan de retraite est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice auquel elle se rapporte.

P - Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement au prix de revient (c'est-à-dire produits d'émission nets des coûts annexes encourus). Les différences entre les produits nets et la valeur de l'amortissement sont comptabilisées dans le compte de résultat au cours de la période des emprunts en utilisant la méthode de rendement actuariel.

Q - Dividendes sur les actions ordinaires

Les dividendes sur les actions ordinaires sont comptabilisés dans les capitaux propres à la période où ils sont déclarés. Les dividendes de l'année déclarés après la date d'établissement du bilan sont mentionnés dans la note relative aux événements postérieurs au bilan.

R - Acceptations

Les acceptations comprennent les engagements pris par le Groupe à payer les effets de commerce tirés sur les clients. Le Groupe prévoit que la plupart des acceptations soient réglées simultanément avec le remboursement par les clients. Les acceptations sont comptabilisées comme des transactions hors bilan et sont classées comme passifs éventuels et comme des engagements.

S - Activités fiduciaires

L'actif et les revenus provenant de ces activités parallèlement aux engagements à retourner cet actif aux clients sont exclus de ces états financiers lorsque le Groupe agit à titre fiduciaire comme mandataire, consignataire ou agent.

T - Comparatifs

Lorsqu'il y a lieu, les comparatifs ont été ajustés pour les rendre conformes aux changements dans la présentation actuelle.

Gestion des risques financiers

La fonction de gestion des risques au sein du Groupe couvre les risques financiers (crédit, marché, taux d'intérêt, change et liquidité), les risques opérationnels, et les risques légaux. L'objectif primaire de la fonction de gestion des risques financiers est de fixer des limites de risques acceptables et de vérifier que ces limites ne sont pas dépassées. Les fonctions chargées de la gestion des risques opérationnels et légaux ont pour objectif d'assurer la mise en place et le fonctionnement adéquat des procédures de contrôle interne dans le but de minimiser les risques opérationnels et légaux.

A - Stratégie d'utilisation d'instruments financiers

De par sa nature, le Groupe exerce des activités qui sont essentiellement liées à l'utilisation d'instruments financiers. Le Groupe accepte les dépôts des clients aussi bien à des taux fixes qu'à des taux flottants et sur diverses durées, et cherche à réaliser des revenus supérieurs à la marge d'intérêts moyenne en investissant ces fonds dans des actifs de haute qualité. Le Groupe cherche à accroître ces marges en consolidant les fonds à court terme et en octroyant des prêts sur des périodes plus longues à des taux plus élevés tout en maintenant des liquidités suffisantes pour honorer les engagements à court terme.

Le Groupe cherche également à augmenter ses marges d'intérêts au-delà des marges moyennes, et des provisions nettes, par les prêts aux petites et moyennes entreprises et aux particuliers jouissant d'une bonne qualité de crédit. Ces risques impliquent non seulement les prêts et avances inscrits au bilan mais également des garanties et autres engagements tels que les lettres de crédit et garanties de bonne fin et autres engagements par signature.

Le Groupe réalise également des transactions sur des instruments financiers cotés et non cotés en

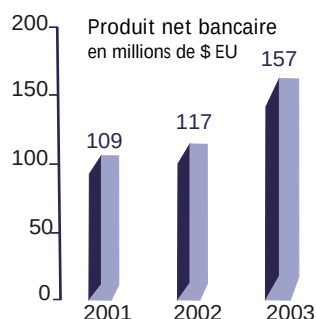
bourse pour tirer profit des mouvements du marché des actions, des obligations, des devises, de taux d'intérêts et des matières premières. Le Conseil d'administration fixe les limites de risque aux transactions au jour le jour et autres transactions réalisées dans la journée. Les risques de change et de taux d'intérêt associés à ces instruments sont normalement compensés par des instruments de couverture, ce qui permet de contrôler la variabilité des flux nets de liquidités nécessaire à la liquidation des positions.

B - Risques de crédit

Le Groupe prend des risques liés au crédit, ce qui représente le risque qu'une contrepartie soit incapable de payer en totalité la somme due à son échéance. Le Groupe régule les niveaux de risque de crédit qu'il prend en limitant le montant du risque accepté par emprunteur, ou par Groupe d'emprunteur, et par segments géographiques et industriels. Ces risques sont contrôlés en permanence et font l'objet d'un examen fréquent. Les limites établies au niveau du risque de crédit par produit, secteur industriel et par pays sont approuvées annuellement par le Directeur du risque du Groupe.

Le risque pris par rapport à un emprunteur donné y compris les banques est encore restreint par des sous limites de risque dans le bilan et le hors bilan. Les risques réels par rapport aux limites sont contrôlés au quotidien et consolidés chaque mois pour examen par la direction du risque du Groupe.

L'exposition au risque de crédit est gérée par une analyse régulière de la capacité des emprunteurs et des emprunteurs potentiels à honorer les engagements de remboursement du capital et de paiement des intérêts et en modifiant les plafonds des prêts s'il y a lieu. L'exposition au risque de crédit est également gérée en partie par l'obtention de nantissement de fonds, de garanties institutionnelles et de cautions personnelles; mais une partie importante des prêts aux sociétés



Gestion des risques financiers

B - Risques de crédit (suite)

Engagements liés au crédit

Le premier objectif de ces instruments est d'assurer, comme il est de rigueur, la disponibilité des fonds pour les besoins de la clientèle. Les cautions bancaires et lettres de crédit, qui constituent un engagement irrévocable que le Groupe effectuera les paiements au cas où un client ne peut pas honorer ses obligations envers des tiers entraînent les mêmes risques de crédit que les prêts. Les lettres de crédit et autres crédits documentaires, qui sont des engagements écrits pris par le Groupe au nom du client, autorisant un tiers à faire des tirages sur le Groupe à hauteur d'un montant indiqué et à des termes et conditions spécifiques, sont garantis par les expéditions de marchandises auxquelles ils sont liés, et de ce fait, entraînent moins de risques qu'un emprunt direct.

Les engagements de financement correspondent à des parties non utilisées d'autorisations d'extension de crédit sous forme de prêts, garanties ou lettres de crédit. En ce qui concerne les risques de crédit sur les engagements de financement, le Groupe court le risque potentiel d'une perte d'un montant égal au montant total des engagements non utilisés. Cependant le montant probable de la perte est inférieur au total des engagements non utilisés, puisque la plupart des engagements de financement dépendent de la capacité de la clientèle à maintenir une cote de crédit spécifique. Le Groupe contrôle la durée des engagements de crédit à terme parce que des engagements à plus long terme entraînent un niveau de risque de crédit plus élevé que les engagements à plus court terme.

Concentration géographique de l'actif et du passif

	Total actif \$ EU '000	Total passif \$ EU '000	Dépenses d'investissement \$ EU '000	Produit net bancaire \$ EU '000	Engagements de financement \$ EU '000
Au 31 décembre 2003					
Zone UEMOA	907 001	877 662	12 392	85 158	123 470
Nigéria	206 149	169 603	1 649	25 621	75 086
Ghana	167 541	179 251	6 493	27 544	32 824
Afrique Centrale	82 991	83 896	-	6 076	8 522
Autres pays Africains	16 852	19 710	2 982	12 129	16 515
Amérique	60 482	16 523	-	39	274
Asie	4 270	244	-	-	-
Europe	77 805	40 349	-	123	18 867
	<u>1 523 091</u>	<u>1 387 238</u>	<u>23 516</u>	<u>156 690</u>	<u>275 558</u>
Au 31 décembre 2002					
Zone UEMOA	619 920	638 277	6 490	39 412	206 072
Nigéria	200 273	168 481	4 012	44 473	48 612
Ghana	154 094	148 878	2 499	20 834	42 138
Afrique Centrale	53 649	45 151	476	2 749	5 499
Autres pays Africains	13 060	16 382	3 095	2 287	10 062
Amérique	47 851	7 618	-	342	-
Asie	536	255	-	-	-
Europe	53 528	17 564	-	7 116	-
	<u>1 142 911</u>	<u>1 042 606</u>	<u>16 572</u>	<u>117 213</u>	<u>312 383</u>

Gestion des risques financiers (suite)

B - Risques de crédit (suite)

Concentration des risques du portefeuille de prêt à la clientèle par secteur économique:

	2003 \$ EU '000	2003 %	2002 \$ EU '000	2002 %
Agriculture	4 686	1	12 289	2
Négoce du café et cacao	51 931	6	24 954	4
Construction	32 465	4	24 608	4
Egrenage du coton	42 593	5	29 463	5
Administrations publiques	19 571	2	7 956	1
Industrie	170 699	21	109 880	19
Mines	20 515	2	15 542	3
Raffinage et distribution de produits pétroliers	49 055	6	45 658	9
Services	236 985	28	169 910	30
Commerce de détail	59 203	7	20 386	5
Commerce de gros	140 869	17	74 923	13
Autres	11 211	1	29 229	5
	<u>839 783</u>	<u>100</u>	<u>564 798</u>	<u>100</u>

C - Risques de change

Pour la gestion de ses actifs et passifs, le Groupe tient compte des risques de fluctuation dus aux variations des taux de change. Le Conseil d'Administration limite le niveau d'exposition en devise et en montant, aussi bien pour les positions à vue que celles à terme qui, toutes, font l'objet

d'un suivi journalier. Le tableau ci-dessous présente le niveau des risques de change du Groupe au 31 décembre. Il indique également l'actif et le passif du Groupe, en franc courant, et par devise.

Concentration des actifs et des passifs

	Dollar EU \$ EU '000	Euro \$ EU '000	Monnaies locales \$ EU '000	Autres devises \$ EU '000	Total \$ EU '000
Au 31 décembre 2003					
Actif					
Valeurs disponibles et réalisables	104 851	61 322	209 489	8 901	384 563
Bons du Trésor et autres effets publics	45 039	-	139 444	-	184 483
Titres de placement et participation					
- cessibles disponibles	3 418	72	34 979	-	38 469
- détenus à terme	1 406	1	13 158	2	14 567
Prêts et avances	37 785	667	747 531	-	785 983
Autres actifs	5 611	3 260	56 431	12	65 314
Immobilisations en crédit-bail	-	-	3 900	-	3 900
Immobilisations corporelles	1 396	-	44 416	-	45 812
Total de l'actif	<u>199 506</u>	<u>65 322</u>	<u>1 249 348</u>	<u>8 915</u>	<u>1 523 091</u>
Passif					
Dettes interbancaires	22 485	25 304	41 848	83	89 720
Comptes dépôts et autres comptes clientèle	115 957	10 235	1 023 237	3 806	1 153 235
Autres passifs, y compris les impôts	16 301	771	108 805	3 122	128 999
Autres emprunts	5 982	5 895	3 407	-	15 284
Total du passif	<u>160 725</u>	<u>42 205</u>	<u>1 177 297</u>	<u>7 011</u>	<u>1 387 238</u>
Situation nette du bilan	<u>38 781</u>	<u>23 117</u>	<u>72 051</u>	<u>1 904</u>	<u>135 853</u>
Au 31 décembre 2002					
Total de l'actif	91 372	63 098	982 043	6 398	1 142 911
Total du passif	107 460	19 243	910 529	5 374	1 042 606
Situation nette du bilan	<u>-16 088</u>	<u>43 855</u>	<u>71 514</u>	<u>1 024</u>	<u>100 305</u>

Gestion des risques financiers (suite)

D - Risques de liquidité

Le Groupe est exposé à des demandes quotidiennes sur ses ressources liquides disponibles, provenant des dépôts au jour le jour, comptes courants, dépôts échus, tirages sur prêts, garanties et autres demandes formulées sur la base des instruments de paiement en liquidité. Le Groupe ne maintient pas le niveau de ressources liquides nécessaire pour honorer tous ces besoins, dans la mesure où l'expérience montre que l'on

peut prévoir avec un degré élevé de certitude un niveau minimum de réinvestissement des fonds en cours de maturité.

Le tableau ci-dessous classe l'actif et le passif du Groupe en catégories par échéance sur la base de la période restant à courir jusqu'à l'échéance à la date du bilan.

Echéance de l'actif et du passif

	0 - 30 jours	1 - 6 Mois	6 - 12 mois	Plus d'un 1 an	Total
	\$ EU '000	\$ EU '000	\$ EU '000	\$ EU '000	\$ EU '000
Au 31 décembre 2003					
Actif					
Valeurs disponibles et réalisables	278 904	96 285	8 035	1 339	384 563
Bons du Trésor et autres effets publics	43 959	30 712	42 266	67 546	184 483
Prêts et avances	425 468	168 529	61 770	130 216	785 983
Titres de placement et participation	2 531	26 529	1 948	22 027	53 035
Autres actifs	48 718	7 921	7 997	679	65 315
Immobilisations en crédit bail	-	-	-	3 900	3 900
Immobilisations corporelles	4 607	15	5 794	35 396	45 812
Total de l'actif	804 187	329 991	127 810	261 103	1 523 091
Passif					
Dettes interbancaires	88 457	1 262	-	-	89 719
Comptes de dépôt et autres comptes clientèle	942 467	143 474	24 952	42 342	1 153 235
Autres emprunts	-	5 982	-	9 302	15 284
Autres passifs	91 396	20 150	9 711	7 743	129 000
Total du passif	1 122 320	170 868	34 663	59 387	1 387 238
(Déficit)/surplus net de liquidité	-318 133	159 123	93 147	201 716	135 853
Au 31 décembre 2002					
Total de l'actif	648 323	235 395	65 877	193 316	1 142 911
Total du passif	749 061	194 769	47 792	50 984	1 042 606
(Déficit)/surplus net de liquidité	-100 738	40 626	18 085	142 332	100 305

Le rapprochement et le contrôle des écarts entre les échéances et les taux d'intérêts, la correspondance et la transformation contrôlée des échéances et des taux d'intérêts de l'actif et du passif sont des éléments fondamentaux de la gestion du Groupe. Il est inhabituel que les banques réalisent un équilibre parfait puisque les transactions sont

souvent réalisées à des termes incertains et sont de différents types.

La banque d'investissement et les autres services financiers incluent les financements structurés, le crédit bail, les fusions et acquisitions, les conseils financiers, le courtage en valeur mobilières et la gestion de l'actif.

Annexes aux états financiers consolidés

1 - Segments d'activités

Le Groupe est organisé en deux principaux segments d'activités :

La banque des particuliers et la banque commerciale et institutionnelle proposant les services bancaires personnalisés, les comptes courants individuels, les comptes d'épargne, les dépôts, les dépôts à terme, le change, le crédit documentaire, le transfert de fonds, les produits d'investissement et les prêts.

La banque d'investissement et les autres services financiers proposant les financements structurés, le crédit bail, la fusion et acquisition,

les conseils financiers, le courtage en valeur mobilières, la gestion de l'actif et la conservation de titres.

Les transactions entre les différents segments d'activité répondent aux termes et conditions habituels de commerce. Naturellement, les ressources sont mutuellement allouées entre les segments; il en résulte des transferts du coût des ressources au niveau du compte d'exploitation. Les charges d'intérêts relatives à ces ressources sont basées sur le coût du capital du Groupe. Il n'y a pas d'autres éléments significatifs de produits ou de charges entre les segments d'activité.

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
2 - Valeurs disponibles et réalisables		
Caisse	57 330	36 772
Soldes auprès des banques centrales autres que les réserves obligatoires	45 898	71 765
Soldes auprès d'autres banques	217 646	204 689
	<u>320 874</u>	<u>313 226</u>
Réserves obligatoires auprès des banques centrales	63 689	47 838
	<u>384 563</u>	<u>361 064</u>
Valeurs disponibles et réalisables nettes		
Valeurs disponibles et réalisables	384 563	361 064
Soldes débiteurs des correspondants bancaires (Note 10)	-89 719	-47 028
	<u>294 844</u>	<u>314 036</u>

3 - Bons du Trésor et autres effets publics

Bons du Trésor	125 993	101 763
Autres effets publics	37 502	19 448
Autres effets	20 988	9 981
	<u>184 483</u>	<u>131 192</u>

Les bons du Trésor et autres effets publics sont des valeurs obligataires émises par les départements du Trésor des divers pays où opèrent les filiales. Ils

sont détenus aux fins d'effectuer des transactions et sont enregistrés à leur valeur de marché.

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
4 - Titres de placement et de participation		
Valeurs disponibles à la vente		
Valeurs obligataires - à la valeur du marché		
- Cotées	2 239	984
- Non cotées	7 187	-
Actions à la valeur du marché		
- Non cotées	7 795	7 644
	<u>17 221</u>	<u>8 628</u>
Moins: provisions pour dépréciation	-200	-135
Total des valeurs disponibles à la vente	<u>17 021</u>	<u>8 493</u>
Valeurs détenues jusqu'à leur échéance		
Valeurs obligataires - à la valeur d'acquisition		
- Cotées	1 154	-
- Non cotées	34 946	22 772
Moins: provisions pour dépréciation	-86	-57
Total des valeurs détenues jusqu'à leur échéance	<u>36 014</u>	<u>22 715</u>
Total des titres de placement et participation	<u>53 035</u>	<u>31 208</u>
5 - Prêts et avances		
Découverts	278 664	201 495
Prêts à moyen et à long terme	382 617	263 755
Prêts hypothécaires	469	1 403
Prêts à court terme	70 259	62 870
Autres	<u>107 774</u>	<u>35 275</u>
	839 783	564 798
Provision pour créances douteuses	-45 427	-34 742
Intérêts réservés	<u>-8 373</u>	<u>-5 293</u>
	<u>785 983</u>	<u>524 763</u>
Analyse par garantie :		
Garanties hypothécaires	16 363	18 078
Autrement garanties	308 090	166 538
Non garanties	<u>515 330</u>	<u>380 182</u>
	<u>839 783</u>	<u>564 798</u>

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
5 - Prêts et avances (suite)		
Analyse par performance :		
Performants	767 275	517 493
Non performants	72 508	47 305
	<u>839 783</u>	<u>564 798</u>
 6 - Autres actifs		
Intérêts et produits assimilés à recevoir	9 799	5 713
Charges comptabilisées d'avance	8 847	7 691
Débiteurs divers	48 545	39 283
	<u>67 191</u>	<u>52 687</u>
Provision pour créances douteuses	-1 876	-868
	<u>65 315</u>	<u>51 819</u>
 7 - Immobilisations incorporelles		
Survaleurs		
Valeur nette d'ouverture	2 138	5 494
Différence de conversion	726	-
Acquisitions	-716	-
Cessions	916	-1 218
Dotation aux amortissements	-3 064	-2 138
	<u>-</u>	<u>2 138</u>
Valeur nette de clôture		
	<u>-</u>	<u>2 138</u>
 Valeur nette de clôture		
Valeur brute	15 007	15 007
Amortissements cumulés	-15 007	-12 869
	<u>-</u>	<u>2 138</u>

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
8 - Immobilisations en crédit bail		
Valeur brute		
Au 1er janvier	1 102	480
Ecart de conversion	-107	-52
Acquisitions	3 944	674
Au 31 décembre	4 939	1 102
Amortissements cumulés		
Au 1er janvier	449	171
Ecart de conversion	-43	-18
Charges de l'exercice	633	296
	1 039	449
Valeur nette au 31 décembre	3 900	653

9 - Immobilisations corporelles

	Véhicules \$ EU '000	Terrains et immeubles \$ EU '000	Fournitures & matériels \$ EU '000	Installations \$ EU '000	Construction en cours \$ EU '000	Total \$ EU '000
Au 31 décembre 2002						
Valeur brute	7 924	11 631	35 147	12 388	7 680	74 770
Amortissements cumulés	4 856	2 235	23 066	4 539	-	34 696
Valeur nette comptable	3 068	9 396	12 081	7 849	7 680	40 074
Soldes au 31 décembre 2003						
Valeur nette d'ouverture	3 068	9 396	12 081	7 849	7 680	40 074
Acquisitions	2 020	1 524	6 285	1 296	3 550	14 675
Cessions/reclassements d'actifs	-307	-	-1 129	-16	329	-1 123
Charges d'amortissement	-1 524	-519	-4 892	-1 369	-	-8 304
Ecart de conversion	142	317	1 058	182	-1 209	490
Valeur nette comptable	3 399	10 718	13 403	7 942	10 350	45 812
Au 31 décembre 2003						
Valeur brute	9 780	13 472	41 361	13 850	10 350	88 813
Amortissements cumulés	6 381	2 754	27 958	5 908	-	43 001
Valeur nette comptable	3 399	10 718	13 403	7 942	10 350	45 812

10 - Banques et correspondants bancaires (soldes débiteurs)

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Valeurs en recouvrement		10 133
Dépôts reçus des autres banques	22 542	36 895
	67 177	
	89 719	47 028

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
11 - Dépôts de la clientèle		
Institutionnels		
- Comptes courants/d'opération	264 056	165 464
- Dépôts à terme	135 136	107 287
Entreprises commerciales		
- Comptes courants/d'opération	249 768	170 787
- Dépôts à terme	53 798	45 746
Individuels		
- Comptes courants/d'opération	239 641	197 170
- Dépôts à terme	137 292	94 448
- Comptes d'épargne	73 544	80 965
	<u>1 153 235</u>	<u>861 867</u>

12 - Impôts

a - Charge d'impôt

Charge d'impôt de l'exercice	19 423	13 792
Charge d'impôt différée	-436	-84
Variation de change	-739	-
	<u>18 248</u>	<u>13 708</u>

Des provisions ont été constituées sur les bénéfices de chacune des filiales, suivant la réglementation relative à l'imposition sur le revenu en vigueur à la date du bilan dans leurs pays d'opérations respectifs.

Les charges d'impôt de l'exercice représentent le cumul des différentes charges supportées par le bénéfice net annuel de chacune des filiales.

b - Impôt courant à payer

Au 1er janvier 2003	9 400	5 277
Charge de l'exercice	19 423	13 792
Paiements effectués au cours de l'année	<u>-12 112</u>	<u>-9 669</u>
Au 31 décembre 2003	<u>16 711</u>	<u>9 400</u>

c - Dette d'impôt différé

Au 1er janvier 2003	1 333	1 417
Réduction de l'exercice	<u>-436</u>	<u>-84</u>
Au 31 décembre 2003	<u>897</u>	<u>1 333</u>
	<u>17 608</u>	<u>10 733</u>

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
13 - Autres passifs		
Intérêts et commissions à payer	8 221	5 938
Dividende non réclamé	790	787
Provisions et charges à payer	14 019	15 089
Dépôts en garantie pour lettres de crédit	35 075	13 585
Créditeurs divers	53 287	77 014
	<u>111 392</u>	<u>112 413</u>

14 - Autres emprunts

Banque Européenne d'Investissement (BEI)	1 688	1 358
Société Financière Internationale (SFI)	3 750	3 750
Fonds de pension des employés de la société Ashanti Goldfields	3 407	3 592
Société hollandaise pour le financement (FMO)	3 152	551
Autres	3 287	1 314
	<u>15 284</u>	<u>10 565</u>

L'emprunt BEI est remboursable en 2005 et le taux d'intérêt se situe entre 5,25% (fixe) et 2,625 % l'an au dessus du LIBOR. L'emprunt SFI est remboursable en juin 2004. Il est assorti d'un taux d'intérêt de 9,5% en 2003 et de 5,0% en 2004.

L'emprunt Ashanti Goldfields Company (fonds de pension) est remboursable à terme après une durée de 6 ans qui viendra à échéance en mars 2008. Il est rémunéré au taux annuel de bon de trésor ghanéen + 4%.

L'emprunt FMO est remboursable entre 2003 et 2007. Son taux d'intérêt est fixé à 1% au-dessus du taux d'escompte de la BCEAO.

15 - Intérêts minoritaires

Capital social	12 177	10 038
Prime d'émission	327	924
Report à nouveau	8 985	7 165
Réserve de Réévaluation	661	98
Résultat de l'exercice	8 017	4 931
Ecart de conversion	184	158
	<u>30 351</u>	<u>23 314</u>

La part des minoritaires représente la partie des actifs des filiales et des résultats nets de l'année qui est attribuable aux intérêts qui ne sont pas,

directement ou indirectement, détenus à travers des filiales par le Groupe.

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

16 - Capital social	2003 No. '000	2003 \$ EU '000	2002 No. '000	2002 \$ EU '000
Autorisé				
Actions ordinaires de 1\$ chacune	100 000	100 000	100 000	100 000
Actions préférentielles de 1\$ chacune	3 750	3 750	3 750	3 750
	<u>103 750</u>	<u>103 750</u>	<u>103 750</u>	<u>103 750</u>

Capital appelé et totalement libéré

Actions ordinaires de 1\$ chacune				
Au 1er janvier	52 170	52 170	52 140	52 140
Emission en cours d'exercice	<u>10 591</u>	<u>10 591</u>	<u>30</u>	<u>30</u>
Au 31 décembre	62 761	62 761	52 170	52 170
Actions préférentielles de 1\$ chacune	<u>3 750</u>	<u>3 750</u>	<u>3 750</u>	<u>3 750</u>
Total capital social	<u>66 511</u>	<u>66 511</u>	<u>55 920</u>	<u>55 920</u>

Les actions préférentielles qui ont été émises au profit de la Société Financière Internationale (SFI) en 1999 ne sont pas transférables et, à l'exception d'un droit préférentiel sur les dividendes, elles ont une clause pari pasu par rapport aux actions ordinaires de la société. Les actions préférentielles seront automatiquement converties en actions ordinaires au 1er janvier 2005 ou, au choix de la SFI, à toute date ultérieure au 31 décembre 2002. Le prix de l'action convertie sera soit de 2,45 \$EU au moins, ou, si la société est inscrite en bourse au moment de la conversion, le prix de l'action ordinaire tel qu'il est inscrit à la cote officielle au moment de la conversion, celui des deux montants qui sera le plus bas.

Cette option a été exécutée le 2 février 2004 lorsque 1 530 612 actions ordinaires ont été émises au profit de la SFI en échange des actions préférentielles lesquelles ont été annulées. Les dividendes préférentiels, qui sont cumulatifs, sont payables au taux d'intérêt annuel de 7,5% à partir de leur émission jusqu'au 31 décembre 2000, puis à 9% en 2001 et à 9,5% depuis le 1er janvier 2002.

L'offre de souscription d'action ordinaires au cours de l'exercice a porté sur le solde d'action non-souscrites résultant de l'exercice du droit préférentiel lancé en 1998. Toutes les actions disponibles ont été souscrites et émises au cours de l'exercice.

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

17 - Réserves	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Report à nouveau	65 485	44 336
Prime d'émission	6 778	16 959
Réserve de réévaluation	1 806	1 806
Bénéfices antérieurs à l'acquisition de l'actif net des filiales	5 009	5 009
Ecart de conversion	-40 087	-47 039
	<u>38 991</u>	<u>21 071</u>

Les variations des réserves ont été les suivantes :

Report à nouveau

Solde au 1er janvier	46 253	37 480
Affectation des résultats de l'exercice précédent	22 197	11 636
Dividendes (note 25)	-2 965	-2 863
Solde au 31 décembre	<u>65 485</u>	<u>46 253</u>

Prime d'émission

Solde au 1er janvier	16 959	16 909
Actions gratuites	-10 434	-
Primes sur les nouvelles émissions	253	50
Solde au 31 décembre	<u>6 778</u>	<u>16 959</u>

Ecart de conversion

Solde au 1er janvier	-48 956	-49 603
Ecart de conversion	8 869	647
Solde au 31 décembre	<u>-40 087</u>	<u>-48 956</u>

Le Groupe a repris les comparatifs des reports et des réserves de fluctuations des taux de change de

l'exercice précédent afin de refléter les mouvements de taux de change et des reports à nouveau.

18 - Produits d'intérêts et assimilés

Placements et fonds à court terme	15 946	21 855
Valeurs mobilières	22 314	8 583
Prêts et avances	73 952	61 153
Autres	410	1 216
	<u>112 622</u>	<u>92 807</u>

19 - Charges d'intérêts et assimilés

Comptes courants	3 649	5 890
Comptes d'épargne	4 084	2 687
Dépôts à terme	17 441	16 521
Emprunts	6 825	7 354
	<u>31 999</u>	<u>32 452</u>

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
20 - Honoraires, commissions et produits nets d'opérations de change perçus		
Gains sur opérations de change	24 481	17 189
Autres commissions sur opérations de change	51 271	36 667
	<u>75 752</u>	<u>53 856</u>
21 - Produits divers		
Produits sur les immobilisations en bail	63	13
Produits sur cession d'immobilisations	56	50
Autres revenus	196	2 939
	<u>315</u>	<u>3 002</u>
22 - Charges de personnel		
Appointements et salaires	35 149	28 931
Charges de pension et charges sociales	3 067	2 094
	<u>38 216</u>	<u>31 025</u>
L'effectif moyen du Groupe au cours de l'exercice était de 1 698 (2002: 1 620).		
23 - Dotations aux amortissements		
Immobilisations corporelles	8 111	7 646
Immobilisations en crédit bail	842	1 276
Immobilisations incorporelles	-	1 755
	<u>8 953</u>	<u>10 677</u>
24 - Autres charges d'exploitation		
Publicité et promotion	2 994	1 173
Activités du Conseil d'Administration	1 920	2 138
Voyages et missions	2 051	1 628
Communications	5 007	4 211
Assurances	2 372	1 969
Pertes opérationnelles et redressements fiscaux	6 697	2 798
Charges d'honoraires	1 246	1 463
Loyers, taxes, etc.	5 471	4 253
Entretiens et réparations	3 260	2 582
Fournitures et autres services	5 772	5 410
Formation	1 019	675
Autres charges	14 514	9 075
	<u>52 323</u>	<u>37 375</u>

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
25 - Dividendes		
Dividende ordinaire final pour 2001 payé au cours de l'exercice	-	2 507
Acompte sur dividendes ordinaires pour 2003 à 0,05 \$ EU par action	2 609	-
Dividende préférentiel pour l'exercice à 0,095 \$ EU par action	356	356
	<u>2 965</u>	<u>2 863</u>

Les montants définitifs des dividendes ne sont pas pris en compte jusqu'à leur ratification par l'Assemblée Générale Annuelle. Tout dividende ainsi distribué sera comptabilisé au niveau des

fonds propres comme une distribution de report à nouveau de 2003 au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2004.

26 - Revenu de base par action

Le revenu de base par action est calculé en divisant le bénéfice attribuable aux actionnaires (net des dividendes préférentiels) par la moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires émises au cours de l'exercice. Pour le résultat par action ajusté la moyenne pondérée du nombre d'actions est ajustée en supposant que l'ensemble des participations convertibles sera converti en actions

ordinaires. Celles-ci ne concernent que des actions préférentielles.

Dans le calcul du revenu par action ajusté, il est supposé que les actions préférentielles ont été converties en actions ordinaires à un taux de conversion minimum de 2,45 \$ EU par action, le numérateur étant le bénéfice attribuable aux actionnaires

27 - Risque financier éventuel

Au 31 décembre 2003 il y avait en cours certaines actions en justice contre le Groupe dont le risque financier peut être estimé à 9,9 millions \$ EU (2002: 4,2 millions \$ EU).

Se référant aux recommandations techniques, le Conseil d'Administration a demandé qu'à l'élaboration des états financiers, des provisions suffisantes soient affectées à toute obligation financière pouvant survenir, bien que non significatives.

28 - Engagements d'investissements

Au 31 Décembre 2003, le Groupe avait des engagements de dépenses d'investissement de 2,6 millions \$ EU (2002: 1,7 million \$ EU) dans le cadre

des immobilisations en cours. La Direction est assurée que les futurs revenus et disponibilités de fonds seront suffisants pour honorer ces engagements.

29 - Engagements liés au crédit

Dans l'exercice normal de leurs activités opérationnelles, les filiales du Groupe mettent en place des instruments financiers comportant des risques hors bilan. Ces instruments sont émis pour

satisfaire les demandes de crédit et autres financements de la clientèle. Les montants contractuels des instruments financiers hors bilan sont:

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Garanties de bonne fin, cautions et indemnités	59 808	56 298
Escomptes sur acceptations bancaires	10 842	15 496
Effets commerciaux garantis	113 063	136 347
Lettres de crédit confirmées	91 845	104 242
	<u>275 558</u>	<u>312 383</u>

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

30 - Plan de participation du personnel au capital de la Société

En 1997, les actionnaires de la société ont adopté un plan de participation du personnel au capital de la société. Le Plan autorise le personnel de la société mère et des filiales à détenir, à tout moment, jusqu'à dix pour cent des actions ordinaires du capital d'Ecobank Transnational Incorporated.

Les actions sont achetées à des termes et conditions déterminés de temps à autres par le Conseil d'administration. A la date du bilan, un nombre total de 1 228 841 actions ordinaires (2002: 1 010 362) étaient détenues par le personnel dans le cadre de ce plan.

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
31 - Rémunération des administrateurs		
Frais et jetons de présence	224	234
Autres charges des administrateurs	43	60
	<u>267</u>	<u>294</u>

32 - Actionnariat des administrateurs

La part des administrateurs dans le capital social de Ecobank Transnational Incorporated se présente comme suit :

	2003 Nombre d'actions	2002 Nombre d'actions
M. Olufemi ADEFOPE	102 080	85 067
Jean N. AKA	110 000	100 000
John AKIN-GEORGE	168 144	140 120
Philip C. ASIODU	358 441	298 701
Cheick Modibo DIARRA	-	-
Gervais K. DJONDO	1 244 116	1 075 225
Rizwan HAIDER	35 400	29 500
Samuel JONAH	119 940	99 950
Abdoulaye KONE	12 000	10 000
Kolapo LAWSON	12 000	10 000
Oba OTUDEKO	2 708 220	2 256 850
Mandé SIDIBE	3 600	3 000
Fogan SOSSAH	39 000	32 500
BIDC* (représentée par M. Christian ADOVELANDE)	7 200 000	6 000 000
Kingdom 5-KR-67 Ltd (représentée par M. Kofi BUCKNOR)	4 198 251	3 498 543
West Africa Growth Fund (représenté par M. Michel ABROGOUA)	1 200 000	1 000 000
	<u>17 511 192</u>	<u>14 639 456</u>

*Ex Fonds de la CEDEAO

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

33 - Prêts et endettement des administrateurs

Au 31 décembre, l'état d'endettement direct et indirect des administrateurs vis-à-vis du Groupe se présentait comme suit :

	2003 Direct \$ EU '000	2003 Indirect * \$ EU '000	2003 Total \$ EU '000	2002 Direct \$ EU '000	2002 Indirect * \$ EU '000	2002 Total \$ EU '000
i. Jean Aka	28	-	28	56	-	56
ii. John Akin-George	-	166	166	-	119	119
iii. BIDC	42	-	42	-	41	41
iv. Kolapo Lawson	-	255	255	-	-	-
v. Oba Otudeko	-	16 512	16 512	-	10 742	10 742
	<u>70</u>	<u>16 933</u>	<u>17 003</u>	<u>56</u>	<u>10 902</u>	<u>10 958</u>

* Inclut l'endettement des parties liées à l'administrateur, telles que définies par l'IAS 24.

34 - Taux de change

Au 31 décembre, les taux utilisés pour la conversion des bilans en dollars E.U. étaient les suivants :

	2003	2002
Francs CFA	520	626
Cédís	8 805	8 352
Francs guinéens	2 000	1 976
Naira	140	126
Dollars libériens	50	50

Les taux moyens annuels utilisés dans la conversion en dollars E.U. du compte de résultat étaient les suivants :

	576	693
Francs CFA	8 663	7 920
Cédís	1 986	1 976
Francs guinéens	130	121
Naira	57	50
Dollars libériens		

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

35 - Principales filiales du Groupe

a - Les filiales de type banque commerciale
du Groupe au 31 décembre 2003 :

Nom de la filiale	Pays d'implantation	Pourcentage du capital détenu par ETI	
		2003 %	2002 %
Ecobank Bénin	Bénin	78	78
Ecobank Burkina	Burkina Faso	78	68
Ecobank Cameroun	Cameroun	80	80
Ecobank Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	94	94
Ecobank Ghana	Ghana	92	94
Ecobank Guinée	Guinée	83	83
Ecobank Liberia	Liberia	100	100
Ecobank Mali	Mali	82	82
Ecobank Niger	Niger	91	91
Ecobank Nigéria	Nigéria	55	55
Ecobank Sénégal	Sénégal	75	74
Ecobank Togo	Togo	81	81

b - Les filiales non bancaires du Groupe
Sont les suivantes au 31 décembre 2003 :

- | | |
|--|---|
| <p>i-Ecobank Development Corp., une filiale spécialisée dans l'activité de banque d'affaires et de marché de capitaux qui mène ses opérations dans la région. Son capital est entièrement détenu par Ecobank Transnational Incorporated.</p> | <p>ii-EIC-Bourse, une société d'intermédiation en valeur mobilières et de services financiers dont les activités couvrent la zone UEMOA. Ecobank Transnational Incorporated détient 84% de son capital.</p> |
|--|---|

36 - Résumé des informations financières par filiale

	Total actif \$ EU '000	Total dépôts \$ EU '000	Prêts et avances \$ EU '000	Résultat net \$ EU '000	Fonds propres \$ EU '000
Bénin	258 440	176 142	159 406	5 287	23 880
Burkina Faso	136 152	111 024	60 603	3 525	10 998
Cameroun	89 157	55 266	54 464	889	2 916
Côte d'Ivoire	229 002	159 177	160 465	4 121	14 468
Ghana	203 537	142 358	70 766	7 862	23 300
Guinée	63 817	51 018	23 194	3 787	7 245
Libéria	18 708	14 188	4 867	20	2 311
Mali	107 844	80 927	62 013	3 078	9 186
Niger	52 086	30 012	34 083	-387	3 488
Nigéria	194 895	135 713	58 908	6 301	26 878
Sénégal	93 484	73 871	48 428	1 092	5 899
Togo	144 554	115 685	47 456	3 281	13 691

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

37 - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'y a eu aucun événement survenu après la clôture de l'exercice qui pourrait affecter de manière

significative le résultat ou l'état des affaires de la Société au 31 décembre 2003.

38 - La société mère, Ecobank Transnational Incorporated (ETI)

La société mère est une personne morale distincte et séparée de ses filiales. Ses relations avec celles-ci sont régies par les lois et règlements en vigueur dans les pays hôtes respectifs. ETI est soumise à l'autorité réglementaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). ETI est

assujettie au contrôle de la Commission Bancaire, l'organe de supervision de la Banque Centrale.

Les investissements de ETI dans ses filiales sont comptabilisés selon la norme de comptabilisation internationale IAS 27. Les états financiers abrégés de la société mère sont présentés ci-dessous.

Bilan
Au 31 décembre 2003

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Actif		
Valeurs disponibles et réalisables	302	1 030
Comptes débiteurs dans les filiales	3 675	2 095
Autres actifs	2 745	3 089
Immobilisations corporelles	1 397	1 886
Investissements dans les filiales	113 397	81 699
Total actif	121 516	89 799
Passif		
Comptes créditeurs des filiales	6 789	4 182
Autres dettes	5 475	4 876
Autres emprunts	3 750	3 750
Total passif	16 014	12 808
Fonds propres		
Capital social	66 511	55 920
Réserves	38 991	21 071
Total des fonds propres	105 502	76 991
Total du passif et des fonds propres	121 516	89 799

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

38 - La société mère, Ecobank Transnational Incorporated (suite)

Compte de résultat Exercice clos le 31 décembre 2003	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Produits d'intérêts et assimilés	32	82
Charges d'intérêts et assimilés *	-434	-814
Marge nette d'intérêts	-402	-732
Honoraires et commissions	3 474	4 249
Produits nets sur opérations de change	-80	141
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	-3 459	-3 561
Amortissements de survalueur	-3 048	-2 138
Dotations aux amortissements	-595	-887
Autres charges d'exploitation	-4 394	-4 076
Perte avant quote part de ETI dans les résultats des filiales	-8 504	-7 004
Quote part de ETI dans les résultats des filiales	30 701	18 640
Affectation en report à nouveau	22 197	11 636

* sont inclus dans les 434 \$EU, les intérêts de 356 \$EU sur l'emprunt auprès de la SFI (2002: 356 \$EU)

Analyse des autres charges d'exploitation

Publicité et promotion	53	266
Activités du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale	548	611
Voyages et missions	203	1 141
Communications	178	516
Assurances	61	33
Charges d'honoraires	314	358
Loyers, taxes, etc.	148	185
Entretiens et réparations	80	103
Fournitures et autres services	64	37
Formation	8	40
Autres charges	2 737	786
	4 394	4 076

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

38 - La société mère, Ecobank Transnational Incorporated (suite)

Tableau de variation des fonds propres
Exercice clos le 31 décembre 2003

	Capital \$ EU '000	Prime d'émission \$ EU '000	Réserves \$ EU '000	Total Capitaux Propres \$ EU '000
Au 1er janvier 2002	55 890	16 909	-5 308	67 491
Emission d'actions ordinaires	30	50	-	80
Résultat de l'exercice	-	-	11 636	11 636
Dividende final de l'exercice 2001	-	-	-2 507	-2 507
Dividende préférentiel pour l'exercice 2002	-	-	-356	-356
Ecart de conversion	-	-	647	647
Au 31 décembre 2002	<u>55 920</u>	<u>16 959</u>	<u>4 112</u>	<u>76 991</u>
Au 1er janvier 2003	55 920	16 959	4 112	76 991
Emission d'actions ordinaires	10 591	-10 181	-	410
Résultat de l'exercice	-	-	22 197	22 197
Acompte sur dividendes ordinaires pour 2003	-	-	-2 609	-2 609
Dividende préférentiel pour l'exercice 2003	-	-	-356	-356
Ecart de conversion	-	-	8 869	8 869
Au 31 décembre 2003	<u>66 511</u>	<u>6 778</u>	<u>32 213</u>	<u>105 502</u>

Annexes aux états financiers consolidés (suite)

38 - La société mère, Ecobank Transnational Incorporated (suite)

Tableau de variation des flux de trésorerie
Exercice clos au 31 décembre 2003

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Perte bénéfice avant quote part de ETI dans les résultats des filiales	-8 504	-7 004
Dépréciation et amortissements de survaleurs	3 643	3 025
Couverture du capital	-	-1 675
Valeur nette des actifs cédés	12	24
	<u>-4 849</u>	<u>-5 630</u>
Variations de l'actif et du passif d'exploitation		
Variation nette des autres actifs	235	-1 716
Variation nette des créances sur les filiales	-1 580	4 810
Variation nette des intérêts à payer et des charges comptabilisées d'avance	-34	-196
Variation nette des découverts bancaires	-	-6
Variation nette des dettes envers les filiales	2 607	-4 257
Variation nette des autres passifs	633	821
	<u>-2 988</u>	<u>-6 174</u>
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles		
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Dividendes versées	-2 965	-2 599
Produits de l'émission d'actions	410	80
	<u>-2 555</u>	<u>-2 519</u>
Flux nets de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisition de parts de filiales	-2 124	-658
Produits de cession de valeurs	958	3
Produits de cession d'immobilisations	94	163
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-104	-839
Dividendes perçus	5 991	9 671
	<u>4 815</u>	<u>8 340</u>
Variation nette des valeurs disponibles et équivalents		
	<u>-728</u>	<u>-353</u>
Valeurs disponibles et équivalents au 1er janvier	1 030	1 383
Valeurs disponibles et équivalents au 31 décembre	<u>302</u>	<u>1 030</u>

Ecobank Transnational Incorporated et filiales

Etat consolidé de la valeur ajoutée

Exercice clos le 31 décembre 2003

	2003 \$ EU '000	%	2002 \$ EU '000	%
Valeur ajoutée				
Produit net bancaire	156 690		117 213	
Frais généraux	-49 714		-37 375	
	<u>106 976</u>	<u>100</u>	<u>79 838</u>	<u>100</u>
Répartition				
Employés				
Salaires et autres avantages	38 216	36	31 025	39
Actionnaires				
Dividende	2 609	3	-	-
Etat				
Impôts et taxes	18 248	17	13 708	17
Prévisions de réinvestissement :				
Amortissement	12 017	11	12 816	16
Provisions pour créances douteuses	5 672	5	5 722	7
Report à nouveau et intérêts minoritaires	30 214	28	16 567	21
	<u>106 976</u>	<u>100</u>	<u>79 838</u>	<u>100</u>

La valeur ajoutée est la richesse créée par les efforts de la banque et de ses employés. Cet état montre la répartition de cette richesse entre les employés, les

actionnaires, l'Etat et la part qui est réinvestie pour la création de richesses futures.

Ecobank Transnational Incorporated et filiales

Résumé des états financiers des cinq derniers exercices

	2003 \$ EU '000	2002 \$ EU '000	2001 \$ EU '000	2000 \$ EU '000	1999 \$ EU '000
Compte de résultat					
Produits	151 018	111 491	97 741	87 423	78 510
Bénéfice avant impôts	48 462	30 275	25 538	28 787	24 673
Bénéfice net	30 214	16 567	12 829	18 115	14 616
Intérêts minoritaires	-8 017	-4 931	-4 838	-4 162	-3 666
Bénéfice antérieur à l'acquisitions de filiales	-	-	-	-	-899
Report à nouveau	22 197	11 636	7 991	13 953	10 051
Bilan					
Valeurs disponibles et réalisables	384 563	361 064	299 683	326 195	256 701
Titres de placement et de participation	237 518	162 400	125 297	96 563	185 328
Prêts et avances	785 983	524 763	407 586	397 253	305 459
Autres actifs	115 027	94 684	94 615	75 813	71 784
Total actif	1 523 091	1 142 911	927 181	895 824	819 272
Banques et correspondants bancaires	89 719	47 028	68 579	118 900	41 400
Comptes de dépôts et autres	1 153 235	861 867	655 070	628 539	590 026
Autres passifs	129 000	123 146	108 509	62 400	104 416
Dette à long terme	15 284	10 565	7 520	5 581	5 966
Intérêts minoritaires	30 351	23 314	20 012	18 283	18 151
Total passif	1 417 589	1 065 920	859 690	833 703	759 959
Capital social	66 511	55 920	55 890	53 781	53 472
Réserves	38 991	21 071	11 601	8 340	5 841
Fonds propres	105 502	76 991	67 491	62 121	59 313
Total passif et fonds propres	1 523 091	1 142 911	927 181	895 824	819 272
Statistiques					
Revenu par action \$ E.U. (Base)	0,39	0,22	0,15	0,27	0,28
Actif net par action \$ E.U.	1,62	1,40	1,22	1,17	1,12

